

La région au sud du Zambèze

H. H. K. Bhila

On ne dispose, sur la région située au sud du Zambèze, que de peu de documents historiques pour la période allant de 1500 à 1800. Il faut s'en remettre essentiellement aux récits des voyageurs et commerçants portugais qui ont pénétré dans la région au cours de la première décennie du XVI^e siècle. Ce chapitre portera donc surtout sur trois entités en particulier, à savoir l'Empire mutapa, l'Empire rozwi et les États shona orientaux. Les États mutapa et rozwi sont issus de la culture de Grand Zimbabwe (1200–1450), dont les origines et le développement sont traités ailleurs¹.

Le déclin de Grand Zimbabwe s'amorça à partir du milieu du XV^e siècle² avec la baisse de la production d'or sur le plateau du Zimbabwe. On vit d'abord apparaître un obscur État portant, d'après des sources portugaises, le nom de Torwa ou de « Butwa »³. Cet État eut une première capitale à Khami, puis une deuxième à Danangombe⁴. La première, probablement fondée vers le milieu du XV^e siècle, fut ravagée par un incendie au cours de la seconde moitié du XVII^e siècle⁵. D'après son architecture et sa céramique, l'État de Torwa était une réplique du site de Zimbabwe. La deuxième capitale était beaucoup plus petite que la première. Les vestiges archéologiques indiquent deux choses : premièrement, que la quasi-totalité des

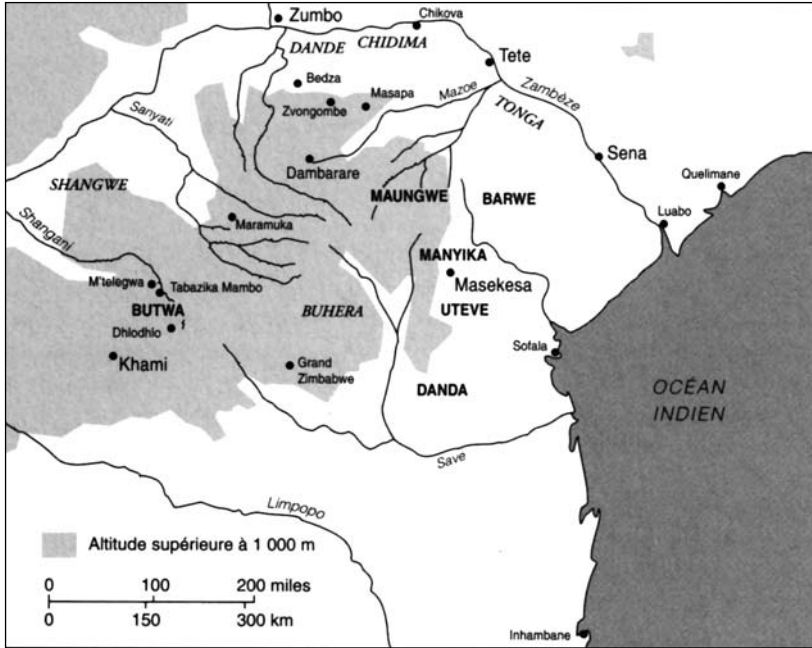
1. UNESCO, *Histoire générale de l'Afrique*, vol. IV, chap. 21.

2. P. S. Garlake, 1973; I. R. Phimister, 1974 et 1976; T. N. Huffman, 1972.

3. P. S. Garlake, 1982, p. 30-31.

4. *Ibid.*

5. D. N. Beach, 1984, p. 26, 82, notes 60 et 61.



22.1. L'Afrique centrale et du Sud-Est sous les États du Mutapa et torwa.

[Source : d'après S. I. Mudenge, *A political history of Munhumutapa c. 1400-1902*, Harare, Zimbabwe Publishing House, 1988; et *Zimbabwe Epic*, publié par les Archives nationales du Zimbabwe, Harare, p. 47.]

prestigieux édifices de pierre érigés dans l'État de Torwa l'ont été avant 1650 et, deuxièmement, que la dynastie rozwi des *changamire*, qui annexa l'État de Torwa dans les années 1690, n'a entrepris aucune construction de ce type⁶.

Le second événement politique important après le déclin de Grand Zimbabwe fut l'émergence de l'Empire mutapa qui, au début du XVI^e siècle, avait déjà pris le contrôle des terres agricoles fertiles du plateau et d'« une partie des terres arides de la vallée du Zambèze qui commandait aussi quelques-unes des voies commerciales⁷ ». L'Empire était composé d'un ensemble de communautés hétérogènes parlant karanga. En théorie, il s'étendait des confins méridionaux du Zambèze jusqu'à l'océan Indien mais, en réalité, l'autorité des chefs mutapa en dehors du plateau était assez limitée. Certaines indications donnent à penser que les Royaumes de Manyika, d'Uteve, de Barwe et de Danda se sont séparés de l'Empire au XVI^e siècle mais en continuant de s'acquitter de leurs obligations rituelles et tributaires jusqu'à l'ascension de Dombo Changamire à la fin du

6. *Ibid.*, p. 27.

7. *Ibid.*

XVII^e siècle⁸. Malgré le peu de preuves dont on dispose à cet égard, il semblerait que les royaumes « rebelles » aient continué de payer tribut aux souverains mutapa longtemps après l'accession au pouvoir de Dombo Changamire. On pense que les *changamire* eux-mêmes ont parfois versé un tribut aux empereurs mutapa au cours du XVIII^e siècle⁹. Mais ceux qui apportaient le tribut rozwi étaient « reçus avec les honneurs accordés aux ambassadeurs des rois¹⁰ ». Une évolution comparable s'est produite dans le bas Zambèze, où les chefs tonga et sena ont pu résister à tous les efforts déployés par les empereurs mutapa pour imposer leur hégémonie politique. C'est ainsi que l'Empire fut réduit à sa plus simple expression, c'est-à-dire à la région des territoires dande et chidima.

L'Empire mutapa a probablement continué de construire des édifices de pierre prestigieux jusqu'au XVI^e siècle. Certaines des ruines les plus anciennes, en particulier le site de Zvongombe, correspondent aux premières capitales des souverains mutapa. Plus tard, on reconnaissait ces villes à leurs palanques de plusieurs mètres de hauteur. Antonio Bocarro a dressé un tableau très vivant de la capitale et des modes de vie des souverains mutapa dans les années 1620. Selon lui, la capitale était « très vaste et composée d'une multitude de maisons entourées d'une grande clôture de bois, à l'intérieur de laquelle il y avait trois logements, dont un pour la reine et un autre pour les domestiques qui lui sont attachés. Trois portes donnent sur une grande cour, l'une pour le service de la reine, et au-delà de laquelle aucun homme n'est admis, une autre pour la cuisine du roi, que seuls peuvent franchir les cuisiniers, qui sont deux jeunes gens choisis parmi les principaux nobles du royaume, ses parents en qui il a le plus confiance, et les garçons qui servent à la cuisine et qui sont aussi des nobles âgés de quinze à vingt ans. Ils ont également pour tâche de servir à manger au roi, en disposant devant lui sa nourriture à même le sol, sur un tapis ou une natte recouverts de mousseline. Ils proposent au souverain un grand nombre de viandes différentes, toutes rôties ou bouillies, comme des poules, des pigeons, des perdreaux, des chapons, du mouton, de la venaison, des lièvres, des lapins, du bœuf, des rats et autres types de gibier dont le roi, après s'être servi, donne une partie à ceux de ses domestiques toujours pourvus de nourriture de sa table¹¹ ».

Cependant, dans la première moitié du XVIII^e siècle, les Mutapa perdirent le contrôle direct du plateau et le cœur de l'Empire se déplaça vers les basses terres du Zambèze, entre Zumbo et Tete. Cette perte d'hégémonie politique représentait l'aboutissement d'un long processus de désintégration entamé en 1629, avec la défaite de Mamvura Mutapa par les Portugais¹², et se terminant en 1917, avec la disparition de l'État mutapa. L'affaiblissement de

8. Vasco Fernandes Homen à Luys da Sylva, dans E. Axelson, 1940, p. 269.

9. L. F. de Carvalho Dias, 1954.

10. *Ibid.*

11. A. Bocarro, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. III, p. 356-357.

12. G. M. Theal, 1899-1903, vol. V, p. 290-292.



22.2. Ruines dans la région de Matendere.
[© Queen Victoria Museum, Harare.]



22.3. Ruines de type mutoko.
[© Queen Victoria Museum, Harare.]

la dynastie mutapa incita des groupes shona voisins à s'approprier des terres, tels les Budya qui se déployèrent dans toute la région du bas Zambèze. Aussi, les souverains mutapa encouragèrent-ils d'autres groupes à s'établir au cœur de l'Empire¹³.



22.4. Ruines de type musimbira.
[© Queen Victoria Museum, Harare.]

Sur le plan administratif, l'encadrement de l'Empire se faisait à trois niveaux : la capitale, la province et le village. Les Mutapa déléguaient leur autorité à des chefs de village et de province. Il semblerait cependant que les détenteurs de ces charges aient varié au gré des circonstances politiques. Dans les premiers temps de l'Empire, seuls des parents plus ou moins proches des Mutapa étaient investis des fonctions de chef de village ou de province. Par exemple, la coutume voulait qu'un prince et héritier présomptif soit placé à la tête des territoires dande. Il portait le titre de *nevanje* aîné. En deuxième position dans l'ordre de succession au trône venait un autre prince, dit *nevanje* cadet¹⁴. Outre les membres de la lignée royale, on promouvait à de hautes responsabilités ceux qui, bien que non apparentés aux Mutapa, avaient contribué à la conquête. Avec le temps, les Mutapa se sentirent plus confiants et sûrs d'eux-mêmes ; aussi, au XVII^e siècle, autorisèrent-ils les villages et les provinces à élire leurs propres chefs. Dans la capitale, ils étaient assistés par des dignitaires de haut rang qui recevaient des terres en échange

13. D. N. Beach, 1980a, p. 164-165.

14. W. G. L. Randles, 1979, p. 58 ; A. P. de Miranda, dans A. A. Andrade, 1955, p. 307-308.

de leurs services. Des devoirs précis étaient également assignés à chacune des épouses de l'empereur¹⁵.

Les croyances et les méthodes de contrôle administratif

Les Mutapa disposaient de plusieurs mécanismes pour maintenir leur autorité sur l'Empire. Ainsi, l'obligation faite aux chefs territoriaux de venir chaque année rallumer leurs feux royaux à la flamme originelle¹⁶, manière pour eux de réaffirmer leur allégeance au pouvoir central. Une fois l'an, les souverains mutapa donnaient à ces chefs l'ordre d'éteindre leurs feux royaux et de se mettre en route immédiatement pour le palais de Mutapa afin de les y rallumer. Ce rituel de fidélité était également répété lors de l'intronisation de tout nouveau monarque mutapa. À la mort d'un souverain mutapa, ordre était donné aux chefs territoriaux d'éteindre leurs feux royaux jusqu'à ce qu'un successeur ait été choisi, auprès duquel ils devraient venir les rallumer.

Tout manquement à ce rituel était assimilé à un acte de rébellion et, donc, était sévèrement puni. On avait alors recours à une armée efficace, dont les effectifs ont été diversement estimés à « 100 000 hommes sur la ligne de combat¹⁷ », 30 000 soldats de métier au XVI^e siècle et 3 000 hommes au XVIII^e siècle¹⁸. Ces chiffres donnent à penser qu'avant le déclin de l'Empire, les souverains mutapa pouvaient mobiliser au besoin un grand nombre de paysans et les enrôler dans l'armée, mais qu'ils furent bien moins en mesure de le faire lorsque l'Empire tomba en décadence et entra dans le chaos au XVIII^e siècle. Les statistiques fournies par des observateurs portugais contemporains sont fort peu fiables.

Les Mutapa se servaient aussi de la religion pour maintenir leur autorité sur leurs sujets par la relation étroite entre la monarchie et les médiums spiritistes, possédés soit par les esprits ancestraux des empereurs eux-mêmes, soit par des « représentants passés des premiers propriétaires fonciers¹⁹ ». En plus de ses autres tâches, l'empereur était censé rester en contact étroit avec les morts puissants, au nom de la nation. C'est lui qui se conciliait l'esprit national et intercédait au nom de ses sujets. Le culte des sépultures royales contribuait également à rehausser l'image et le prestige de l'empereur et, en fin de compte, à renforcer son emprise sur son peuple. On attendait de lui qu'il se rende sur la tombe de ses ancêtres avant toute expédition militaire importante.

Les propriétaires de la terre, comme Dzivaguru, étaient faiseurs de pluie et officiers rituels au palais royal mutapa. Ce système religieux était repris

15. *Ibid.*; A. Bocarro, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. III, p. 356-357.

16. G. M. Theal, 1899-1903, vol. I, p. 96, vol. III, p. 130, vol. VI, p. 170.

17. Vasco Fernandes Homen à Luys da Sylva, dans E. Axelson, 1940, p. 274.

18. W. G. L. Randles, 1979, p. 60.

19. T. O. Ranger, 1979, p. 19.



22.5. Gravure de Mutapa (XVIII^e siècle) reflétant la richesse, la gloire et la puissance de l'Empereur.
 [© Queen Victoria Museum, Harare.]

aux divers niveaux de l'administration. La religion constituait un mécanisme important de contrôle social, en particulier dans une économie dominée par l'agriculture. La participation de l'empereur aux rituels de la pluie était considérée comme essentielle à la prospérité économique de l'Empire. Il organisait, à l'intention de ses ancêtres, des danses « mensuelles de la nouvelle lune²⁰ » et de grandes fêtes annuelles pour apaiser ses esprits ancestraux. On trouve également des références à des musiciens qui « attiraient l'attention des esprits sur la nécessité de faire pleuvoir²¹ ».

La religion jouait donc un rôle crucial de mécanisme social en matière de contrôle politique. De fait, les médiums spirites jouissaient d'un statut plus élevé que celui des empereurs. C'est pourquoi ils étaient (et sont encore) appelés *mhondoro* (lions) et avaient pour fonction de conseiller l'empereur sur toutes les affaires de l'État²².

Mais l'instrument de contrôle politique le plus courant était le tribut, que levaient les empereurs mutapa et qui pouvait prendre la forme de produits agricoles, de peaux de lion et de léopard, de plumes d'autruche, de petit et de gros gibier, de poitrail de tout animal tué et, pour un éléphant, de la défense sur laquelle il était tombé en mourant²³. Le tribut pouvait également être payé en travail. D'après João de Barros: « Tous les officiers et servants de sa cour et les capitaines des soldats, chacun avec ses hommes, doivent l'aider à cultiver ses champs ou faire tout autre travail, et ce sept jours sur trente. Et les nobles recevant de l'empereur une terre sur laquelle se trouvent des vassaux reçoivent d'eux la même chose. Parfois, lorsqu'il a besoin d'un service particulier, il envoie aux mines où l'on creuse pour trouver de l'or une ou deux vaches, selon le nombre de personnes là-bas, pour qu'elles se les répartissent entre elles en signe d'amour et, en échange de ce service, chacun donne un peu d'or, pour une valeur de cinq cents reis. Sur les marchés aussi, les commerçants donnent une certaine somme au lieu de services, non pas qu'on encoure une quelconque sanction à ne pas payer, mais on perd alors le droit de paraître devant Benomotapa, ce qui est considéré comme une grande disgrâce²⁴. »

La pratique du paiement par le travail fut également adoptée par les chefs vassaux, qui semblent l'avoir appliquée différemment. Au lieu d'envoyer des gens travailler les champs de l'empereur, la population des villages et des hameaux d'Uteve cultivait un « grand champ de sorgho pour le roi; tous les habitants de l'endroit étaient tenus d'y travailler certains jours de l'année, fixés à l'avance [...] ». La récolte, toutefois, était faite par des « intendants recrutés à cette fin²⁵ ».

20. R. Gray et S. Marks, 1975, p. 388.

21. *Ibid.*

22. Anonyme, 1890, p. 223; D. P. Abraham, 1969; G. K. Garbett, 1966. Voir aussi E. G. Parrinder, 1967, p. 61.

23. J. de Barros, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. I, chap. 1; J. dos Santos, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. II, chap. 15; A. P. de Miranda, dans L. F. de Carvalho Dias, 1954, vol. VII, p. 135.

24. G. M. Theal, 1899-1903, vol. VI, p. 271.

25. J. dos Santos, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. II, chap. 15, p. 222.

Au moment de l'ouverture d'une nouvelle mine, les souverains mutapa envoyaient généralement leurs agents les plus sûrs collecter le tribut. Les chercheurs d'or érigeaient un abri pour loger les percepteurs et entreposer le tribut. Celui-ci était évalué comme équivalant «au produit d'un des trajets effectués quotidiennement par chaque mineur entre la mine et l'eau²⁶». Comme on le verra plus loin, il fallait, pour extraire en particulier l'or du minerai, laver celui-ci dans une rivière ou un étang. Ce système de tribut ne semble pas avoir fondamentalement évolué jusqu'à la disparition de l'Empire mutapa au début du XX^e siècle.

On pourrait dire que ces divers mécanismes de contrôle ont partiellement contribué à préserver un empire centralisé, à une époque où les distances étaient telles qu'il était impossible d'exercer une surveillance étroite sur les chefs des différents territoires. L'incapacité de l'armée à étouffer les rébellions dans les régions reculées de l'Empire, les complots politiques internes mis à profit par les commerçants portugais et les guerres civiles sont autant de facteurs qui expliquent le déclin graduel et la chute de l'Empire mutapa.

Le facteur portugais

Bien que l'arrivée des Portugais à Sofala remonte à 1506, ce n'est que de 1550 à 1630 qu'ils tentèrent vraiment de soumettre l'Empire mutapa. Jusqu'en 1540, le commerce entre Portugais et Shona resta officieux. À cette date, les relations commerciales entre les négociants portugais et les monarques mutapa et leurs sujets furent cependant régularisées et officialisées²⁷ par l'ouverture d'une mission diplomatique et commerciale au palais royal mutapa, placée sous le commandement d'un officier nommé le capitaine des portes. Il était élu à vie par les Portugais qui commerçaient dans l'Empire, mais sa nomination devait être confirmée par les empereurs mutapa. Ses principales fonctions consistaient à transmettre aux souverains mutapa les présents, les requêtes ou les plaintes des commerçants portugais et vice versa²⁸. Les relations entre la communauté portugaise et les souverains mutapa étaient essentiellement de nature tributaire, les Portugais versant un tribut, la *curva*. Chaque fois qu'un nouveau capitaine prenait ses fonctions à la forteresse portugaise du Mozambique, il était «dans l'obligation de payer au *monomotapa* l'équivalent de 3 000 cruzados en étoffes et en perles pour les trois années d'exercice de sa charge. Il peut alors ouvrir les terres à tous les marchands, chrétiens ou Maures, qui tous font négoce de tissus obtenus dudit capitaine; et la plus grande partie de l'or extrait de ces rivières se retrouve entre les mains du capitaine du Mozambique²⁹».

26. W. G. L. Randles, 1979, p. 66.

27. J. dos Santos, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. II, chap. 9; Fr. Monclaro, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. III., p. 186.

28. J. dos Santos, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. II, p. 271.

29. *Ibid.*, p. 272.

En échange de ce tribut, les empereurs mutapa accordaient aux négociants le droit de circuler librement dans tout l'Empire pour y vendre leurs étoffes et leurs perles. D'après João dos Santos, missionnaire jésuite: «On n'a jamais entendu parler de voleurs cafres attaquant des Portugais sur la route ou les agressant pour les voler, à moins que le *monomotapa* lui-même n'en donne l'ordre, ce qui lui arrive parfois pour venger une offense commise ou prétendument commise à son endroit par les Portugais, en particulier lorsqu'un capitaine récemment nommé au Mozambique n'a pas effectué (ou a différé d'un an) le paiement en étoffes dont il est habituel de s'acquitter dans l'année qui suit l'entrée en fonctions³⁰.»

Dans ce cas, l'empereur ordonnait la saisie sans dédommagement de toute la marchandise dans son empire. C'est effectivement ce qui se produisit en 1610, lorsque Gatsi Rusere décréta la *mupeto* (confiscation par la force) de la marchandise des commerçants portugais, ce qui déclencha contre ces derniers une série de raids et de meurtres³¹. Outre le tribut versé par le capitaine portugais aux empereurs mutapa, les marchands portugais et arabes-swahili devaient céder une pièce d'étoffe pour vingt pièces introduites dans l'Empire³². En plus des tissus et des perles qui étaient largement diffusés, les empereurs mutapa se voyaient également offrir par les Portugais des articles de luxe importés tels que des soies, des tapis, des objets en céramique et en verre qu'ils utilisaient pour rehausser leur prestige dans le cadre d'un système de patronage.

Ce régime de relations tributaires se perpétua pratiquement sans changement jusqu'à la deuxième moitié du XVI^e siècle. Puis, les Portugais commencèrent à prendre le dessus sur les monarques mutapa à la suite des multiples guerres d'agression qu'ils menèrent au sud du Zambèze entre 1569 et 1575³³ et qui leur permirent de s'implanter dans les royaumes orientaux d'Uteve et de Manyika. Au terme de plusieurs batailles, les Portugais conclurent en 1575, avec le roi d'Uteve, un traité stipulant que le capitaine de Sofala et ses successeurs devaient verser aux chefs teve un tribut annuel de 200 pièces d'étoffe³⁴. En échange, les négociants portugais obtenaient le droit de circuler librement sur tout le territoire du Royaume de Manyika qu'ils croyaient, à tort comme la suite des événements le prouva, regorger d'or. En outre, les habitants de la forteresse portugaise de Sofala avaient le droit de pénétrer librement dans l'intérieur des terres, en suivant le cours du fleuve Sofala, pour acheter des provisions. Comme avec les empereurs mutapa, tout commerçant portugais qui voulait traverser l'Uteve pour se rendre au Manyika devait céder au chef teve une pièce d'étoffe pour vingt pièces introduites dans le royaume. Toutefois, les marchands africains qui

30. P. B. de Rezende, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. II, p. 414, 427 et 429. La valeur de la *curva* aurait été de 15 000 ou 16 000 cruzados tous les trois ans. Ce montant semble un peu exagéré.

31. J. dos Santos, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. II, p. 272.

32. Fr. Monclaro, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. III, p. 202-253.

33. R. Gray et S. Marks, 1975, p. 390.

34. J. dos Santos, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. II, p. 219.

faisaient négoce « de tissus, de perles et autre marchandise avec les Portugais », devaient « au roi trois pièces sur vingt »³⁵. On ne sait pas très bien pourquoi les commerçants africains devaient verser plus que leurs homologues portugais mais on pense que c'était probablement pour empêcher l'essor d'une classe marchande puissante qui aurait pu contester l'autorité politique du roi. Un traité similaire fut conclu avec le roi du Manyika en 1573³⁶.

Ce succès limité incita les Portugais à tenter d'autres incursions dans l'Empire mutapa. Les rébellions qui y éclatèrent entre 1590 et 1607 leur donnèrent l'occasion de plonger dans la complexité de la politique mutapa. Un chef mutapa, Gatsi Rusere, fit appel aux Portugais et signa avec eux un traité d'assistance militaire. En échange, il promit de céder toutes ses mines d'or, de cuivre, de fer, de plomb et d'étain³⁷. Le traité conférait certes aux Portugais le prestige de la propriété, mais ils n'avaient ni les connaissances techniques ni la main-d'œuvre nécessaires pour exploiter les métaux. En fait, le traité fut de peu de valeur parce que les Portugais laissèrent Gatsi Rusere affronter seul les guerres civiles qui ne cessèrent de faire rage jusqu'à sa mort en 1624. La succession de Gatsi Rusere revint à son fils, Nyambu Kapararidze, dont la légitimité sur le trône royal de Mutapa fut contestée par son oncle Mamvura. Dans la guerre qui s'ensuivit entre les deux rivaux, Mamvura sollicita l'assistance militaire des Portugais, qu'il obtint en 1629. Après avoir extorqué de Mamvura un certain nombre de promesses, les Portugais firent cause commune avec lui contre Kapararidze. Ces promesses incluaient notamment un traité de vassalité et la cession des mines d'or et d'argent. Comme Gatsi Rusere en 1607, Mamvura monta sur le trône avec l'appui militaire des Portugais. Le traité qu'il conclut alors avec eux l'obligeait à accorder à leurs marchands le droit de circuler librement dans tout l'Empire, à expulser les commerçants arabes-swahili de son territoire et à autoriser les missionnaires dominicains à prêcher leur religion. Mamvura s'engageait également à supprimer la *curva*, que les Portugais payaient aux chefs mutapa depuis le milieu du XVI^e siècle environ, et à verser désormais lui-même un tribut aux Portugais. Après la signature de ce traité, les commerçants et aventuriers portugais arrivèrent de plus en plus nombreux sur le territoire de l'Empire mutapa. Mamvura et sa femme furent tous deux baptisés et prirent respectivement le nom de Domingos et de Luiza³⁸. Ce traité de 1629 encouragea des aventuriers portugais à s'emparer de terres auxquelles la Couronne portugaise reconnut plus tard le statut de *prazos* (terres de la Couronne). Jusque-là hôtes des chefs africains, les marchands portugais devinrent alors pratiquement les maîtres du territoire. Mais leur individualisme et leur mépris de la loi entraînèrent une période de chaos et

35. G. M. Theal, 1899-1903, vol. VII, p. 222.

36. *Ibid.*, p. 218.

37. *Id.*, vol. III, p. 367-370.

38. Pour le texte intégral du traité, voir J. Coelho, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. V, p. 290-292.

d'anarchie. On pourrait dire de la pénétration des Portugais dans l'Empire mutapa qu'elle a conduit à la désintégration de celui-ci et donné naissance à ce que l'on a appelé le système du *prazo*, ainsi qu'à une nouvelle entité, l'Empire rozwi.

Le système du *prazo*

À partir de ce moment, l'acquisition de terres par des aventuriers portugais se poursuivit pratiquement sans frein; c'est ainsi que se constituèrent de nombreux *prazos da coroa* (terres de la Couronne)³⁹ appartenant à des fonctionnaires, des marchands, des ordres religieux et des pionniers portugais.

Le régime du *prazo* était une synthèse de deux systèmes socio-économiques. Le premier était celui des Shona dont la société se divisait en une oligarchie dirigeante et des paysans producteurs. Le second, qui se superposait au précédent, était celui des *prazeros*, régnant en tant que classe dominante sur les *chikunda* (armées d'esclaves). Autrement dit, les *prazeros* perpétuèrent le système sociopolitique qu'ils avaient trouvé à leur arrivée dans la région du Zambèze. Le chef africain continuait de remplir ses fonctions traditionnelles mais « sans détenir désormais l'autorité absolue⁴⁰ », le *prazero* s'arrogeant le statut de suzerain. En ce sens, leur relation s'apparentait à celle qui existait entre le chef et le sous-chef dans l'Empire mutapa.

Les rapports de production dans les *prazos* étaient essentiellement d'ordre féodal. Le chef africain versait au *prazero* un tribut en nature: beurre, étoffes tissées localement, miel, tabac, sucre, petit et gros bétail, ivoire et poussière d'or⁴¹. En tant que chef *de facto*, le *prazero* adoptait les pratiques sociales africaines dans le domaine de la religion et prenait épouse dans les familles des chefs pour dissimuler son usurpation du pouvoir traditionnel africain, rehausser son image auprès des Africains et surmonter sa principale faiblesse, à savoir son manque de légitimité dans la politique africaine traditionnelle. Ces considérations ont conduit le professeur Isaacman à avancer une théorie de l'africanisation selon laquelle le *prazo* en tant que système foncier portugais a été tellement transformé et adapté à la situation africaine qu'il en est devenu complètement africain⁴². Ce processus d'africanisation aurait débuté au tournant du XVII^e siècle.

Toutefois, la théorie d'Isaacman est difficilement soutenable quand on sait que le système du *prazo* a toujours été plus ou moins lié au capitalisme marchand. Comme le souligne Isaacman lui-même, les *prazeros* servaient d'intermédiaires dans le commerce entre le Mozambique et l'Inde et, finalement, l'Europe, puisqu'au XVIII^e siècle, ils ont surtout exporté de l'ivoire et des esclaves en direction du Brésil et des îles françaises de l'archipel Maurice. Ainsi, le système du *prazo* a conservé ses liens économiques avec l'Europe

39. A. F. Isaacman, 1972*b*, chap. 2; M. D. D. Newitt, 1973, chap. 4.

40. A. F. Isaacman, 1969.

41. W. F. Rea, 1976, p. 102.

42. A. F. Isaacman, 1972*b*, p. 56-63.



22.6. Le père Gonçalo da Silveira, qui a introduit le christianisme dans l'Empire mutapa en 1560. Il fut tué sur ordre de l'Empereur quand la rumeur se répandit qu'il avait conduit une mission de reconnaissance d'envahisseurs portugais.
[© Queen Victoria Museum, Harare.]

et l'on peut donc dire que la société des *prazeros* a gardé, même dans sa phase décadente, quelque chose de non-africain. En outre, l'organisation interne des *prazos* comportait certains aspects que l'on pourrait difficilement qualifier d'africains, notamment la coexistence du *colono* et de la *chikunda* (armée d'esclaves). Même au plus fort de la prétendue mutation en institution africaine du système du *prazo*, un processus inverse était en cours, celui de la désafricanisation des sociétés traditionnelles africaines dans les *prazos*. Comme le système du *prazo* répondait à une demande interne d'esclaves, les *prazeros* réduisaient en esclavage et vendaient leurs voisins africains, et ils brimaient *colonos* et esclaves. D'où l'apparition d'un système d'*aringas*, où la vie des *colonos* fut tellement perturbée que la distinction traditionnelle entre *colono* et esclave devint floue.

On a affirmé que, « pour ce qui est de l'administration au quotidien des *colonos*, la position du *mambo* resta pratiquement inchangée⁴³ ». Il est exact que le *mambo* jouissait d'un certain prestige et était obéi de son peuple en vertu de sa relation avec les lignées fondatrices. Comme le souligne Isaacman, « quand un *mambo* entrait dans un village, tout travail cessait; il était accueilli par un concert d'applaudissements, signe traditionnel de respect et de déférence envers un souverain⁴⁴ ». Mais ce n'étaient là que signes extérieurs. En vérité, c'était le *prazero* qui avait le dernier mot en matière de jugement des litiges et des différends ou pour la nomination du chef africain lui-même. L'ivoire sur lequel l'éléphant tombait ne revenait plus de droit au *mambo*, non plus que les « morceaux de choix des autres animaux morts sur ses terres⁴⁵ ». Même le droit de distribuer la terre avait été usurpé par le *prazero*. Il est donc impossible de prétendre que « l'arrivée du *prazero* n'entraîna pas la destruction ou la modification du système politique traditionnel⁴⁶ ». Sans doute ne fut-il pas détruit mais il fut grandement modifié. En tant que première phase de la colonisation du Mozambique par le Portugal, les *prazos* étaient des poches d'exploitation politique et économique de la région par les marchands portugais, qui ont impliqué nécessairement une modification des institutions politiques et sociales africaines.

L'expansion géographique des *prazos*

Les *prazos* étaient disséminés des deux côtés du Zambèze. Il y avait cependant des différences notables entre ceux du Nord et ceux du Sud⁴⁷. Ces derniers étaient propriété de la Couronne portugaise (*terras da coroa*), ce qui n'était pas le cas des premiers. Les *prazeros* qui étaient à la tête de terres de la Couronne devaient satisfaire à des obligations dûment spécifiées. Théoriquement, une *terra da coroa* ne pouvait pas être détenue pendant plus de trois générations et ne se transmettait que par les femmes; elle ne pouvait

43. *Id.*, 1969, p. 158.

44. *Ibid.*

45. *Ibid.*

46. *Ibid.*

47. W. F. Rea, 1976, p. 88-89.

pas excéder trois lieues de longueur et son détenteur devait payer un loyer annuel. Les détenteurs des *prazos* du Nord n'étaient soumis à aucune de ces conditions et faisaient l'acquisition de leur terre en vertu d'un accord direct avec le chef local. Ces divergences entraînaient de grandes différences de valeur constatées entre *prazos* de mêmes dimensions. En outre, il était préférable d'être à la tête d'un *prazo* du Nord, plus proche du marché, la *feira* de Zumbo, ainsi que, au XVIII^e siècle, des exploitations aurifères des *bares*.

Le système du *prazo* reposait sur le travail de diverses catégories d'esclaves. L'esclave le plus haut placé était le *chuanga*⁴⁸. Il était « les yeux et les oreilles » du *prazero* et c'était donc sa loyauté qui lui valait ses fonctions. Chaque village avait son *chuanga*, dont la fonction première était d'espionner les chefs traditionnels et de percevoir taxes et ivoire. Le *prazero* comptait sur lui pour recueillir des informations sur la population africaine locale et recruter dans le voisinage des chefs africains sans emploi. L'effectif de la population africaine sur sa terre était d'une importance capitale pour le *prazero*. Il en dépendait en effet pour la production d'or, le commerce, le tribut qu'il en recevait en nature, la défense et, souvent, pour ses guerres d'expansion territoriale. Afin de faire respecter son autorité, il s'en remettait à la *chikunda*, dont la fonction principale était de faire la police dans la population locale, de veiller au respect des lois du *prazero* ainsi que de mater les actes de rébellion. En général, la *chikunda* pouvait compter de 20 à 30 hommes dans les petits *prazos*, et jusqu'à des milliers dans les grands. La *chikunda* était divisée en *nsaka* (groupes de 10 hommes) placés sous le commandement d'un *sachikunda*, lui-même sous les ordres d'un *mukazambo* (chef d'esclaves). Il pouvait y avoir jusqu'à 20 ou 30 chefs d'esclaves dans un *prazo*, chargés essentiellement de trancher les litiges et d'administrer le *muavi*, l'épreuve du poison destinée à établir la culpabilité ou l'innocence d'un individu accusé de sorcellerie.

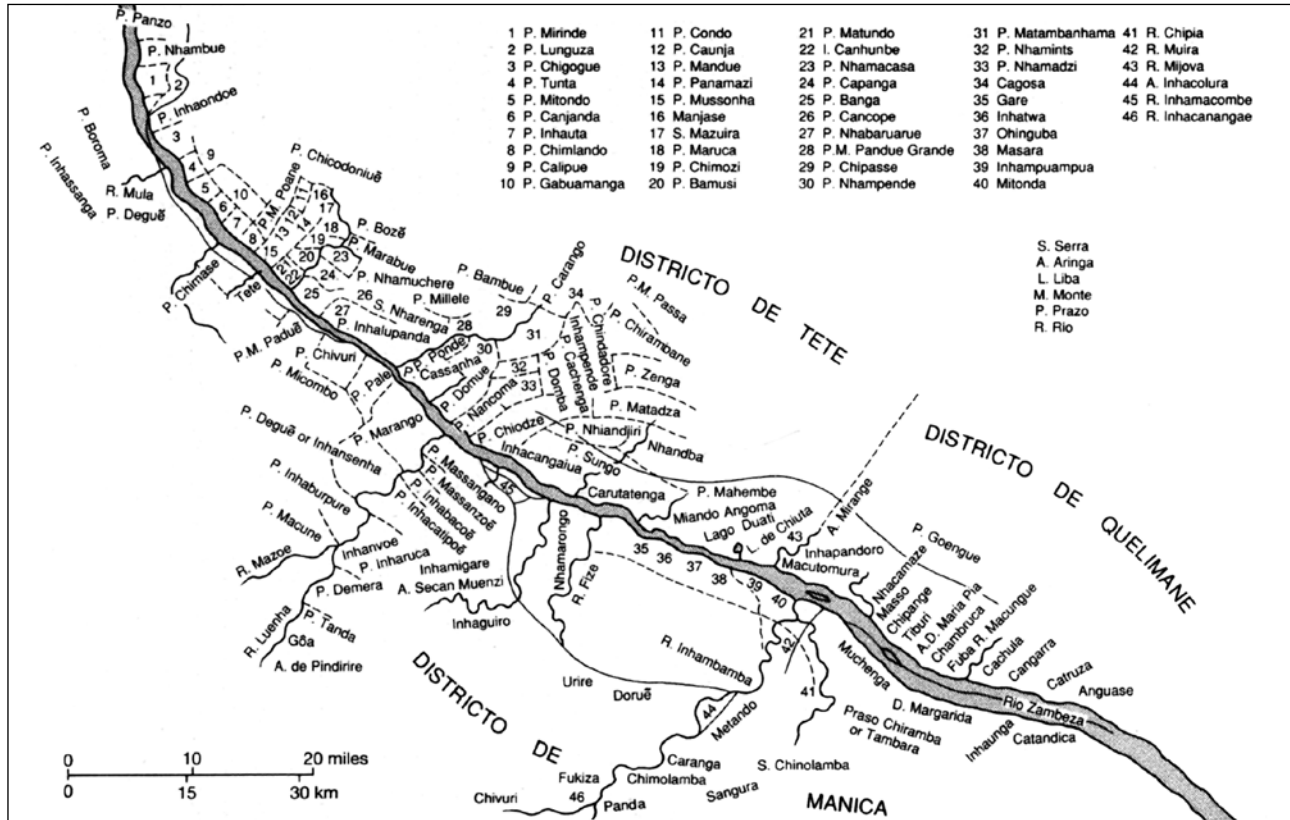
Dans son rapport de 1766 sur la côte africaine, Antonio Pinto de Miranda décrit les principales méthodes permettant de se procurer des esclaves. Selon lui, les chasseurs d'esclaves volaient des enfants qu'ils vendaient ensuite aux commerçants portugais, aux marchands arabes-swahili et à des agents africains. En période de famine, il arrivait que des gens soient vendus comme esclaves ou mis en gage. Enfin, des criminels reconnus coupables, des prisonniers de guerre et des débiteurs défailants subissaient le même sort⁴⁹. L'image qui se dégage d'autres sources portugaises est celle d'un asservissement volontaire.

Toutefois, suffisamment d'indications donnent à penser que certains de ceux qui avaient été vendus avaient l'impression de « ne pas être réellement des esclaves, mais de servir de la même manière qu'un serviteur européen qui convient d'un salaire avec son maître sans pour autant devenir son esclave⁵⁰ ». Il arrivait aussi qu'on dût vendre ses propres enfants pour s'acquitter du

48. A. P. de Miranda, dans A. A. Andrade, 1955, p. 266-270.

49. *Ibid.*

50. *Ibid.*



22.7. Les prazos de la basse vallée du Zambèze.

[Source: d'après M. D. D. Newitt, 1973, p. 59. Adapté avec l'aimable autorisation de Longman Group UK Ltd.]

tribut dû aux *prazeros*, auquel cas on ne pouvait racheter son enfant qu'en échange d'un esclave. De toute évidence, certains chefs et *colonos* n'ont eu d'autre choix que de vendre les personnes à leur charge.

Le déclin du système du *prazo*

Pour plusieurs raisons, le système du *prazo* déclina au cours de la seconde moitié du XVIII^e siècle. Tout d'abord, l'autorité du *prazero* était mal délimitée par rapport à celle du chef traditionnel africain⁵¹. Souvent, le *prazero* en profitait pour abuser de son pouvoir et obliger les paysans africains à lui vendre en exclusivité leurs produits agricoles, à des prix artificiellement bas ; il les soumettait aussi à de lourds impôts, les torturait et commettait « des centaines de sanglantes et féroces atrocités et d'assassinats cruels dont les autorités gouvernementales n'eurent jamais vent⁵² ». Les *colonos* réagirent violemment en se révoltant contre son autorité et même en s'en allant. Miranda a attiré notre attention sur les tentatives de révoltes d'esclaves et sur les *mussitos* (bastions d'esclaves fugitifs) vers la fin du XVIII^e siècle. Ces révoltes et ces départs entraînèrent déclin de la production agricole, famine et sécheresse⁵³. Le *prazero* et ses armées d'esclaves comptaient, pour se nourrir, sur la production des paysans, la *chikunda* usait de la force pour leur extorquer des vivres et les *colonos* réagirent une fois de plus en quittant les *prazos* pour chercher ailleurs nourriture et sécurité.

La traite des esclaves fut un autre facteur qui contribua au déclin du système du *prazo*. Le trafic maritime des esclaves connut une recrudescence dans les années 1640 à la suite de l'occupation de l'Angola par les Hollandais⁵⁴. L'approvisionnement du Brésil en esclaves angolais fut interrompu et Lisbonne dut se tourner vers l'Afrique du Sud-Est. Puis, dans les années 1730, la mise en place d'une économie de plantation dans les îles françaises des Mascareignes créa une demande supplémentaire d'esclaves. Pourtant, en dépit de toutes ces nouvelles demandes, le nombre d'esclaves « exportés » depuis le sud du Zambèze était relativement modeste en 1752 : 300 en provenance du Zambèze et 200 de Sofala. Un missionnaire allemand qui vécut dans la région en 1758-1759 observait lui aussi que « peu d'esclaves étaient envoyés outre-mer et ce sort était jugé si abominable que ceux qui y étaient condamnés préféraient se suicider pour s'y soustraire⁵⁵ ». Vers la fin du XVIII^e siècle, toutefois, le trafic des esclaves prit une telle ampleur que les *prazeros* de la vallée du Zambèze y virent une occasion de s'enrichir. Ils organisèrent de véritables *razzias* dans les territoires *chewa*, *nsenga* et *manganja*, dont ils ramenèrent des caravanes entières d'esclaves. Ils se mirent aussi à vendre les esclaves de leurs propriétés, s'apant ainsi le

51. *Ibid.*

52. A. F. Isaacman, 1969, p. 170.

53. A. P. de Miranda, dans A. A. Andrade, 1955, p. 266-270.

54. *Ibid.*

55. W. F. Rea, 1976, p. 117-118.

fondement même du système du *prazo*. Cependant, le reste de la région du Zambèze, mis à part la vallée, fut peu touché par le trafic des esclaves. Le déclin des *prazos* au sud du Zambèze fut plutôt précipité par la montée en puissance, dans la deuxième moitié du XVII^e siècle, d'une nouvelle entité, la dynastie rozwi des Changamire.

L'Empire rozwi

Les origines de l'Empire rozwi demeurent obscures. Et le problème a été compliqué par le fait que le nom de Changamire, associé au fondateur de cet empire dans la seconde moitié du XVII^e siècle, est mentionné dès le XV^e siècle⁵⁶. On trouve quelques références ponctuelles à une dynastie changamire au XVI^e siècle et « la dernière fois que l'on a entendu parler de ces premiers Changamire ce fut à l'occasion de leur défaite en 1547-1548⁵⁷ ». Toutefois, il semble exister un certain consensus sur quatre points⁵⁸ : premièrement, les Rozwi faisaient partie intégrante des Karanga historiques de l'Empire mutapa jusqu'à ce qu'ils fassent sécession au XVII^e siècle et acquièrent une identité séparée; deuxièmement, « le terme de Rozwi a d'abord été employé pour désigner une partie de ces Karanga historiques liés à la montée en puissance, entre 1684 et 1695, du *changamire* Dombo I^{er}⁵⁹ »; troisièmement, la création de l'Empire rozwi fut l'œuvre de ce dernier; quatrièmement, l'appellation Rozwi, dérivée du verbe shona *kurozva* (détruire), ou bien fut adoptée par les « partisans de Dombo [...] par vanité⁶⁰ » à la suite des destructions qu'ils avaient commises pendant leurs guerres de conquête, ou bien leur fut donnée en surnom par leurs victimes.

Entre 1684 et 1695, Dombo Changamire accéda peu à peu au pouvoir dans le Nord-Est⁶¹, dans des conditions encore obscures. C'était un berger des empereurs mutapa, qui s'était rebellé en se rendant avec ses partisans d'abord dans l'État de Torwa, au sud-ouest, puis dans les Royaumes de Manyika et d'Uteve, à l'est⁶². Les commerçants portugais, alors même qu'ils étaient en train de conquérir ces régions, furent expulsés du Royaume de Maungwe en 1684, de la zone des plateaux en 1693 et du Royaume de Manyika en 1695. Ils se réfugièrent à Zumbo, où ils fondèrent un nouvel établissement en 1710, puis revinrent à leur ancien centre de Masekasa, au Manyika. Mais il était à chaque fois entendu tacitement qu'ils étaient sous l'autorité des *changamire*, chefs suprêmes rozwi. Ainsi, les dirigeants rozwi purent créer un empire qui

56. D. de Alcacova au roi, Cochin, 20 novembre 1506, dans *Documentos sobre os Portuguezes em Moçambique e na Africa central, 1497-1840*, vol. I, p. 393.

57. D. N. Beach, 1980a, p. 228.

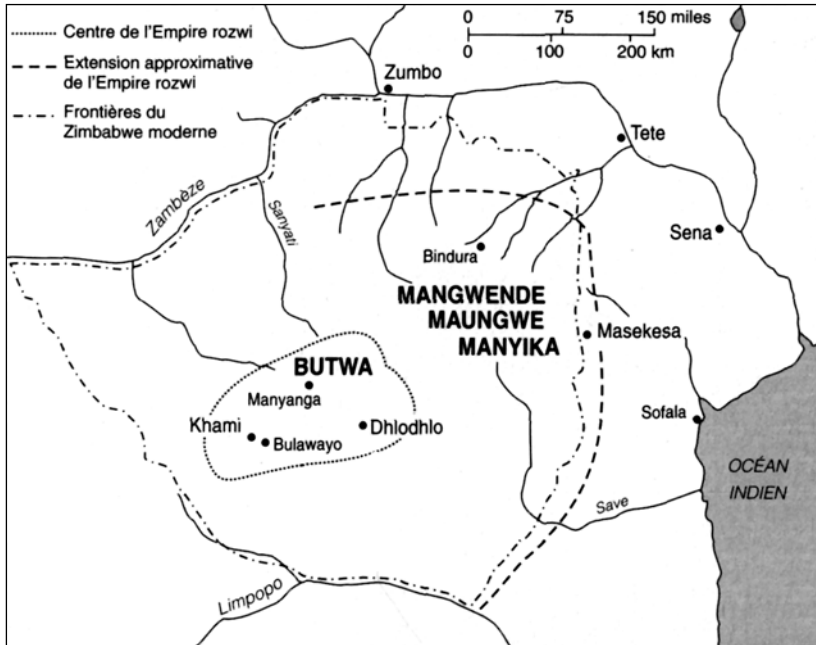
58. S. I. Mudenge, 1974a.

59. *Ibid*

60. *Ibid*.

61. D. N. Beach, 1980a, p. 228-231.

62. *Ibid*.



22.8. L'Empire rozwi.

(Source : d'après D. N. Beach, 1984, p. 38.)

s'étendait jusqu'à Buhera, Bocha, Duma et les hautes terres du Sud-Est. Au nord-ouest, l'Empire était borné par le veld sableux, au nord, par les sols sodiques et, au sud-ouest, par le bas veld⁶³. Son noyau central était probablement le même que celui des Ndebele, qui prirent sa suite vers 1840. Sa capitale fut d'abord installée à Danangombe, mais il semble qu'ultérieurement, les empereurs rozwi aient parfois vécu à Khami et à Natetale.

C'est un récit du XIX^e siècle qui nous permet d'imaginer la capitale rozwi⁶⁴, mais elle n'avait probablement guère changé depuis les XVII^e et XVIII^e siècles. Selon ce compte rendu, le palais royal était constitué de trois grandes maisons de pierre, chacune d'entre elles comprenant de nombreuses pièces où l'empereur rozwi entreposait ses biens. Les maisons étaient entourées de murs faits de défenses d'éléphant. Le *changamire* rozwi possédait de nombreux fusils qu'il s'était procurés auprès de marchands portugais de Sena. Il élevait « porcs et chiens de race » ; en outre, il « ne mange aucun aliment frais, rien que de la nourriture ancienne et il boit seul son *pombe*. Certains jours, il part à la chasse avec ses courtisans, d'autres fois, il y envoie ses chasseurs ; à sa mort, il est enterré dans sa maison et il n'y a ni lamentations ni deuil car

63. *Ibid.*, p. 236.

64. A. H. U. Lisbon Moc. Caixa 2, João Julião da Silva, Sofala, 8 août 1844. « Memoria respectiva a villa de Sofala » (1836-1847).



22.9. Mur décoratif à Danagombe, ville probablement construite au XVII^e siècle pour être l'un des centres de l'État de Torwa et qui en est devenue la capitale vers 1630-1640 après l'incendie ayant détruit Khami. On estime sa population à 2 000 habitants environ. [© Queen Victoria Museum, Harare.]

dès le lendemain du décès, ses femmes présentent aux anciens un nouveau *changamire* choisi par leurs soins, et la première épouse le couronne de deux toques [...]»⁶⁵.

Les Rozwi conservèrent leur identité d'élite étrangère au milieu d'un peuple qui partageait le même totem *moyo* (cœur), ayant été leurs alliés durant les guerres de conquête des populations de langue kalanga ainsi que de celles de l'État de Torwa.

L'administration provinciale

Les empereurs rozwi employèrent, pour préserver leur empire, les mêmes méthodes que les Mutapa. Ils eurent recours notamment à l'attribution de terres, au tribut, à la religion et à l'entraînement d'une armée efficace.

Ils distribuaient des terres aux chefs récemment installés et leur demandaient un tribut. Ils manipulaient aussi la classe sacerdotale lors de l'installation des chefs, des pratiques de libation et de divers cultes des esprits. Ils introduisirent un certain nombre d'innovations en matière de religion et de collecte du tribut. Sous le règne des empereurs mutapa, on l'a vu, les chefs tributaires avaient pour habitude de faire porter leur tribut directement au palais royal. Au contraire, les empereurs rozwi eurent un système de tribut organisé en forme de pyramide hiérarchique, dont la base était le village et le sommet, le palais. Le principal officier et commandant de l'armée, le *tumbare*, surveillait la collecte du tribut dans tout l'Empire, dépêchant des brigades spéciales de percepteurs dans les provinces et les villages. La perception du tribut était donc une fonction spécialisée de l'administration générale de l'Empire. Certains percepteurs bénéficiaient du soutien de l'armée.

Les Rozwi établirent un système religieux entièrement différent de celui du *mhondoro* (médiums spirites) des Shona du Nord et de l'Est. Le culte rozwi de Mwari, la « divinité des oracles », était fondé sur la croyance en un dieu suprême qui se manifestait par l'intermédiaire de phénomènes naturels tels que la foudre ou les tremblements de terre. Les principaux officiants de l'oracle Mwari étaient la Bouche, l'Oreille et l'Œil, dont la mission première consistait à recueillir des informations. Les empereurs rozwi manipulaient le culte de Mwari à des fins politiques.

L'efficacité proverbiale de l'armée rozwi appelle un certain nombre d'éclaircissements. Au XVIII^e siècle, les observateurs portugais ne tarissaient pas d'éloges sur la discipline qui y régnait et son efficacité, les soldats étant généralement bien équipés d'arcs et de flèches, de coutelas, de sagaies, de haches de guerre et de gourdins. Son organisation ressemblait beaucoup à celle de l'armée de Shaka, roi zulu du XIX^e siècle⁶⁶. Comme les Zulu, les Rozwi avaient divisé leur armée en régiments et adopté une formation de combat en arc de cercle. Dans certaines circonstances, toutefois, il leur arri-

65. A. H. U. Moc. Caixa 7, « Descrição corografica do reino de Manhica, seus costumes e leis » (1794).

66. S. I. Mudenge, 1974*b*, p. 378.

vait d'abandonner cette méthode. Un cas typique est celui de la bataille de Maungwe, en 1684, qui vit la victoire de l'habile et rusé Dombo Changamire sur les Portugais trompés « par ses stratagèmes⁶⁷ ». Comme celles de la plupart des sociétés précoloniales africaines, l'armée rozwi se livrait à certains rites pour se donner ardeur, vaillance et confiance avant l'heure de la bataille. Les Portugais en vinrent à croire que l'empereur rozwi « avait une huile magique qui lui permettait de tuer quiconque par simple attouchement⁶⁸ ». Nul doute que cette croyance et d'autres semblables jouèrent un rôle important dans les victoires militaires rozwi.

Les qualités guerrières de l'armée rozwi peuvent aussi s'expliquer par l'entraînement intensif auquel étaient soumis les soldats, comportant exercices militaires et pratique du tir à l'arc. Les caractéristiques de l'entraînement et de la hiérarchie de cette armée ont conduit certains historiens à évoquer l'organisation et la terminologie de l'armée romaine⁶⁹. Comme nous l'avons déjà indiqué, il est plus probable, cependant, qu'elles s'apparentaient davantage à celles des armées zulu, ndebele et sotho du début du XIX^e siècle.

Une autre caractéristique de l'armée rozwi, qui a été quelque peu exagérée, est celle de son invincibilité légendaire. Sa victoire sur les Portugais à la fin du XVII^e siècle est souvent citée en exemple. Mais on oublie de replacer ces succès militaires dans le contexte de l'ensemble de la présence portugaise en Afrique centrale et orientale au cours de cette période. Les Portugais menaient alors, pour leur survie le long de la côte est-africaine, un combat qui dura de 1650 environ jusqu'à 1729, année de la destruction de leur forteresse de Mombasa par le Sultan d'Oman⁷⁰. Celui-ci ayant pris pied dans l'île de Paté, lança des expéditions militaires infructueuses contre Mombasa en 1661 et contre Mozambique en 1670. En mars 1696, une flotte de Mascate, renforcée à Paté, assiégea Fort-Jésus à Mombasa. Fort-Jésus tomba et cette chute marqua la fin de la mainmise portugaise sur la côte Est de l'Afrique au nord du cap Delgado⁷¹. En d'autres termes, ce que les *changamire* rozwi rencontrèrent dans la région du sud du Zambèze ne représentait pas la totalité de l'effort militaire portugais organisé. En effet, les Portugais s'attachaient alors à rétablir leur hégémonie sur la côte Est de l'Afrique. Par conséquent, leur défaite devant les Rozwi à cette époque peut difficilement être prise pour un indice de l'efficacité de l'armée rozwi.

En fait, l'effort militaire des Portugais au sud du Zambèze s'appuyait essentiellement sur les *prazeros*, qui étaient eux-mêmes déchirés par des intérêts économiques assez contradictoires. Les *prazeros* avaient aussi semé la discorde dans la plupart des sociétés africaines, en particulier sur les terres mutapa et au Royaume d'Uteve. Il est facile d'exagérer l'efficacité de la machine de guerre des Rozwi si l'on oublie de prendre ces facteurs en ligne de compte quand on évalue la gloire et la puissance de l'Empire rozwi.

67. *Ibid.*, p. 379.

68. *Ibid.*

69. *Ibid.*, p. 377.

70. C. R. Boxer et C. de Azevedo, 1960.

71. *Ibid.*; G. S. P. Freeman-Grenville, 1963, p. 141-142.

L'économie

L'agriculture

Les principaux secteurs d'activité dans les sociétés shona étaient l'agriculture, l'élevage, la chasse, la cueillette, la pêche et le travail des métaux, auxquels s'ajoutait le commerce lointain et interrégional. Les Shona cultivaient trois céréales principales, le mil rouge, le mil perlé xérophile et diverses variétés de sorgho⁷². L'unité de production était le ménage et il n'y a pas de preuves incontestables que la division du travail était strictement établie en fonction du sexe, comme l'ont laissé entendre certains auteurs⁷³. Les quelques témoignages existants donnent à penser que la situation variait d'une société à l'autre. Dans certaines, comme l'a observé Barber, « les hommes adultes de la communauté étaient chargés de la construction des abris, du défrichage et de la préparation des terres nouvelles⁷⁴ » tandis que les femmes ensemençaient et cultivaient les champs. Les hommes et les femmes faisaient ensemble la récolte. En d'autres termes, les hommes s'acquittaient des tâches les plus lourdes dans le cycle agricole, laissant aux femmes les plus légères, plus dans un esprit de coopération que selon une stricte division du travail. Dans d'autres sociétés toutefois, comme celle des Hlengwe du bas veld, il y avait une certaine division du travail : les hommes adultes consacraient l'essentiel de leur temps à piéger et à chasser le gibier tandis que les jeunes gardaient le bétail et que les femmes cultivaient les champs.

La saison des labours allait de septembre à novembre et l'instrument de base était la houe. Étant donné les limites inhérentes à cet outil agricole, il fallait pratiquer l'agriculture itinérante, c'est-à-dire abandonner les terres épuisées et en défricher de nouvelles. Il fallait alors « défricher la brousse, la brûler et laisser les cendres fertiliser la terre⁷⁵ ». On a reproché à cette technique d'agriculture sur brûlis de détruire la terre. Mais comme lord Hailey l'a fait observer dans son *African survey*, il ne s'agissait « pas tant d'une technique barbare que d'une concession faite à la nature du sol⁷⁶ ». L'agriculture shona, comme la plupart des économies agraires précoloniales, était adaptée aux conditions locales et, donc, adoptait de nombreuses techniques de l'agriculture itinérante.

La période 1500-1800 est celle de l'introduction progressive, au sud du Zambèze, de nouvelles cultures importées d'Europe et d'Asie, surtout le long de la côte et dans les régions où les Portugais s'étaient installés. À Sofala et dans le bas Zambèze, la région située entre le Tendaculo et le Luabo, les paysans africains cultivaient le riz et les ignames, sans que ces

72. D. N. Beach, 1977, p. 41.

73. W. J. Barber, 1964, p. 46.

74. *Ibid.*

75. *Ibid.*, p. 45.

76. *Ibid.*, 1964, p. 45.

produits aient jamais constitué leur alimentation de base⁷⁷. Ils faisaient également pousser de la canne à sucre qu'ils mangeaient au lieu d'en faire du sucre car ils n'avaient ni les connaissances ni le matériel requis pour cela. Ils plantaient également de nombreux arbres fruitiers d'Inde et du Portugal qui leur donnaient des figues, des ananas, des goyaves, des papayes et des oranges; ils récoltaient aussi des melons, des concombres, des patates douces et des citrons. Certains de ces fruits poussaient spontanément dans la brousse, comme le fait remarquer João dos Santos en 1596: « Dans deux endroits le long de la rivière Sofala, il y a deux fourrés remplis d'orangers et de citronniers qui n'appartiennent à personne et dont on peut librement cueillir les fruits; les citrons sont si abondants que les Cafres [Africains] en emplissent des bateaux entiers. Ils descendent le fleuve pour aller les vendre à Sofala pour presque rien. Les habitants de la forteresse les salent dans des barils et des pots qu'ils envoient en Inde, où ils sont très prisés et consommés avec du riz⁷⁸. »

Il semblerait donc que la culture de ces fruits exotiques ait été principalement stimulée par la demande des commerçants étrangers. D'autres indications donnent à penser que l'on cultivait le blé dans le Royaume de Manyika en avril et en mai. D'après le père Gaspar Macedo, le rendement était bon puisqu'un seul grain de blé donnait « cinquante épis »⁷⁹. On aurait également commencé, dès 1778, à cultiver la cacahuète dans le Manyika⁸⁰.

Outre les céréales et les fruits, « deux légumes secs étaient cultivés partout, notamment le *voandzou* ou pois bambara (*Voandzeia subterranea*) et le niébé (*Vigna unguiculata*)⁸¹ ». Comme nous l'avons déjà indiqué, aucune des cultures importées d'Europe ou d'Asie n'a jamais constitué le régime de base des Shona. En revanche, le maïs, introduit dans la région du sud du Zambèze dans le courant du XVIII^e siècle, a peu à peu rattrapé le mil et le sorgho pour devenir l'un des aliments de base des Shona au XX^e siècle, notamment dans les villes.

Le Nyanga

L'économie agraire des régions du Nyanga et du bas veld présentait de nombreuses différences avec celle du plateau. Les hautes terres du Nyanga étaient caractérisées par la présence de sols pauvres et de fortes pentes. La plus grande partie du nord du Nyanga était aménagée en terrasses, faites de murets de pierres sèches d'environ un mètre de hauteur. Elles étaient construites à flanc de coteau afin « simplement de conserver le sol et de se débarrasser proprement des pierres⁸² ». En d'autres termes, la construction de terrasses était un moyen de maîtriser un environnement précaire, que

77. J. dos Santos, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. II, p. 269.

78. *Ibid.*, p. 190.

79. G. Macedo, 1890, p. 150.

80. J. Baptista Moutaury, dans A. A. Andrade, 1955, p. 362.

81. W. G. L. Randles, 1979, p. 49.

82. J. E. G. Sutton, 1983, p. 12.

l'on a employé pendant au moins trois siècles jusqu'en 1800. Il est possible que ces multiples terrasses « correspondent en fait aux nombreuses années au cours desquelles les paysans ont pratiqué une agriculture à petite échelle⁸³ ». Certains indices donnent également à penser que l'on avait recours à un peu d'irrigation, mais uniquement à titre accessoire puisque la région du Nyanga bénéficie généralement d'une bonne pluviosité annuelle. Il est plus probable que l'irrigation en saison sèche des jardins de légumes, de maïs et de bananiers, toujours pratiquée aujourd'hui dans cette région, relève d'une tradition agricole remontant au XVIII^e siècle. De même, l'aménagement de terrasses au bas des pentes et la pratique des cultures selon les courbes de niveau dans les vallées de la région du Nyanga relèvent probablement aussi de cette tradition. D'après Roger Summers, les Tonga-Sena pratiquaient ce type d'agriculture avant d'être absorbés dans la société manyika au XVIII^e siècle⁸⁴.

Le bas veld

L'économie du bas veld était différente. Ici, une population locale, les Hlengwe, s'adonnait principalement à la chasse, à la cueillette, à la pêche et, accessoirement, à l'agriculture⁸⁵. Vu la faiblesse des précipitations annuelles, la cueillette jouait et joue même encore aujourd'hui un rôle important dans l'économie de la région. Les fruits cueillis étaient principalement ceux dont on tirait des boissons, notamment le *nkanyi* (*Sclerocarya caffra*), le *mahanga* (*Hyphaene natalensis*), dont la sève servait à fabriquer un vin capiteux appelé le *njemani* ou le *chemwa*, l'arbre à *kwaka* (*Strychnos madagascariensis*) et le fruit du baobab. Ils étaient cueillis par les femmes et les enfants, tandis que les hommes chassaient le gros gibier. Les premiers tuaient des souris et ramassaient de grosses chenilles argentées dans les arbres, ainsi que des sauterelles.

Les Hlengwe ont toujours été d'excellents chasseurs. On a dit du bas veld, très riche en de nombreuses espèces animales, qu'il était « le paradis des chasseurs⁸⁶ ». La pêche était également une activité importante. Les rivières du bas veld regorgeaient de poissons, ce qui est d'ailleurs toujours le cas aujourd'hui. Comme la chasse, la pêche était pratiquée essentiellement par les hommes durant toute l'année. Le moyen le plus efficace d'attraper du poisson en quantité consistait à utiliser des filets de roseaux, ingénieusement placés au confluent des ruisseaux. Il arrivait aussi que l'on demande à des jeunes gens, et parfois à des femmes, de marcher dans l'eau en aval pour forcer le poisson à refluer dans les filets. Il faut noter cependant que la différence entre la chasse et la pêche pratiquées par les Hlengwe et le reste des peuples vivant dans la région du sud du Zambèze à cette période n'était qu'une question de degré, puisque ces deux activités

83. *Ibid.*

84. *Ibid.*

85. J. H. Bannerman, 1981.

86. *Ibid.*

s'exerçaient tant sur les plateaux que dans les royaumes côtiers. Au sujet de la pêche à la fin du XVI^e siècle, João dos Santos note qu'« en hiver, lorsque la rivière Sofala monte, il lui arrive souvent de sortir de son lit et d'inonder les champs, les mares qu'elle laisse en se retirant étant alors remplies de poissons⁸⁷ ». Il décrit ensuite les différents types de poissons : la région du Nyanga était et est encore aujourd'hui réputée pour sa truite. Hier comme aujourd'hui, on pêchait dans tous les cours d'eau, grands ou petits, au sud du Zambèze.

Comme pour la pêche, les Hlengwe du bas veld n'étaient pas les seuls à chasser pour gagner leur vie. En divers endroits de l'Empire mutapa, les hommes poursuivaient d'innombrables espèces animales dont le lion, le tigre, le léopard, le rhinocéros, l'éléphant, le buffle, la vache sauvage, l'élan et le gnou pour n'en citer que quelques-unes. Il n'y avait pas de limites à ce que l'on pouvait tuer comme animaux pour se nourrir. Dans la brousse, aux abords des champs, on trouvait des pintades par centaines. Les chasseurs professionnels se servaient de pièges et d'armes traditionnelles (lances, massues, arcs et flèches) pour tuer leurs proies. Toutefois, avec l'arrivée des armes à feu introduites par les Portugais au début du XVI^e siècle, ils devinrent plus efficaces.

Il serait incorrect de donner une fausse impression en perpétuant le « mythe selon lequel les Hlengwe n'étaient que des chasseurs⁸⁸ ». Leur capacité de faire la différence entre plusieurs types de sols montre qu'ils attachaient autant d'importance à l'agriculture que leurs homologues shona ailleurs au sud du Zambèze. Ils les différenciaient essentiellement en fonction de leur aptitude à retenir l'humidité⁸⁹. Ils appelaient *nthlawa* les sols sablonneux sur lesquels ils construisaient leurs demeures. Ce type de sol était propice à la culture du concombre, de la courge, du niébé, du *voandzou* et des arachides. Ils y cultivaient également du mil et du sorgho, mais dans les vallées ou leurs environs dont l'abondante rosée, étant donné l'irrégularité des précipitations, favorisait considérablement la croissance du sorgho. Les Hlengwe appelaient *tsovolo* les sols basaltiques. C'était un type de sol fertile sur lequel ils faisaient pousser du maïs et toutes sortes de légumes. Ce sol possède, sur les autres types, l'avantage de retenir l'humidité longtemps après de fortes pluies, élément essentiel à la culture du maïs, qui nécessite beaucoup d'eau, dans une région irrégulièrement arrosée. Il semblerait que les Hlengwe n'aient jamais manqué de terres et que la seule contrainte qu'ils aient rencontrée ait tenu à l'irrégularité des précipitations. Les bonnes années, les paysans produisaient des excédents de céréales qui « n'ont peut-être pas toujours suffi à leur faire traverser les années de vaches maigres mais qui ont certainement contribué à améliorer la situation⁹⁰ ».

87. J. dos Santos, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. II, p. 264.

88. J. H. Bannerman, 1981, p. 19.

89. *Ibid.* ; entretien avec ma mère, Pertenia Kwatini Bhila (âgée d'environ 67 ou 68 ans), 19 mai 1985, Borrowdale.

90. J. H. Bannerman, 1981, p. 19.

Des avis divers ont été exprimés quant à l'efficacité des économies agraires des sociétés shona entre 1500 et 1800. En 1569, le père Monclaro reprochait aux paysans africains «leur manque de prévoyance, leur penchant pour le gaspillage et leur tendance à dépenser rapidement le fruit des nouvelles récoltes en fêtes et en boissons⁹¹». En 1648, toutefois, Antonio Gomes observe qu'ils produisent des excédents qui leur durent jusqu'à l'année suivante; de plus, «ils ne voient jamais le fond de leurs coffres à grain⁹²». Inversement, en 1667, Manuel Barreto soutient que les Africains «n'ont pas et ne peuvent pas avoir la moindre provision d'une année sur l'autre⁹³». En 1696, Antonio da Conceicao observe que, dans l'Empire mutapa, les gens «ont leur propre ferme et que le roi en a une que cultivent ses Cafres, qui s'étend à l'infini et dont il s'occupe parfois personnellement, mais de manière grave. Il finit par récolter tant de nourriture qu'il peut vivre dans l'abondance, voire dans le luxe, de même que ses femmes». Nous apprenons également du père jésuite Julio Cesar, reçu au palais mutapa en 1620, que l'Empereur attachait beaucoup d'importance à l'agriculture. Il rapporte que les Mutapa ne méprisaient pas les agriculteurs, au contraire: il nous précise avoir été rapidement congédié parce que l'Empereur voulait «aller vaquer à ses activités agricoles car c'était l'époque des semailles⁹⁴».

Ces déclarations contradictoires des observateurs portugais soulignent clairement la nécessité de prendre garde aux dates et aux lieux quand on discute de l'efficacité de l'agriculture précoloniale au sud du Zambèze. Les témoignages dont nous faisons état ci-dessus, qui portent sur certaines années bien précises et sur des lieux déterminés de la région, ne sauraient justifier les généralisations. Le problème de la famine et de la sécheresse doit, lui aussi, être replacé dans son contexte temporel et géographique. Comme nous le montrerons plus loin, les guerres d'agression menées par le Portugal au cours du XVII^e siècle ont provoqué des famines qui ont contraint les paysans à abandonner leurs terres. Il est possible que Barreto se réfère à un endroit du royaume de Maungwe où, en 1667, les Portugais et les Arabes-Swahili se disputaient la suprématie commerciale. De même, l'auteur anonyme du XVIII^e siècle pensait surtout à la situation dans le Royaume du Manyika ou, probablement, à la famine qui y a sévi dans une certaine région. Il est nécessaire de s'étendre un peu sur ce thème de la fréquence des famines et de l'imprévoyance des paysans africains, dans la mesure où les récits portugais sur ce thème entre 1500 et 1800 et plus tard ont conduit certains historiens, comme David Beach, à abuser des généralisations sur la famine dans le sud du Zambèze, avant et pendant la colonisation.

Beach a qualifié l'agriculture shona précoloniale d'«utile mais de dangerusement statique⁹⁵». Il explique cette situation par le fait qu'il n'existait

91. Père Monclaro, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. III, p. 231.

92. A. Gomes, 1959, p. 220.

93. M. Barreto, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. III, p. 478.

94. A. da Conceicao, p. 66.

95. D. N. Beach, 1984, p. 40.

« aucun mécanisme de sélection des cultures et des sols, ni aucune capacité de prédire la *shangwa* (famine) pour éviter ces désastres, qu'ils soient causés par le climat, les sauterelles ou d'autres fléaux⁹⁶ ». Il affirme en outre que les greniers à grain ne pouvaient pas « contenir suffisamment de céréales pour nourrir la population tout au long des *shangwa* les plus terribles⁹⁷ ». Premièrement, il faut noter que les sociétés shona elles-mêmes n'étaient pas « statiques ». Elles avaient des contacts entre elles, ainsi qu'avec d'autres sociétés africaines voisines, les Arabes-Swahili, et ce dès le X^e siècle, voire avant, et avec les Portugais à partir du début du XVI^e siècle. Ces contacts traduisent, chez les Shona, une volonté de modifier leurs conditions de vie matérielle par le troc et par l'échange. Comme nous l'avons déjà noté, les paysans shona ont adopté de nouvelles cultures tout au long de la période comprise entre 1500 et 1800. Par conséquent, on peut difficilement parler d'une économie agraire statique à l'époque précoloniale. Les mythes quant à la nature statique des économies agraires africaines ont d'ailleurs été déjà démentis, dans le cas de l'Afrique de l'Ouest, par A. G. Hopkins. Comme il le fait remarquer à juste titre, « dans la période précoloniale, l'histoire agricole est faite d'innovations plutôt que de stagnations. Le postulat d'une économie statique, gelée dès l'origine de l'histoire africaine, est difficilement défendable et l'éternel concept de société "traditionnelle" doit être manié avec précaution ou, mieux encore, carrément abandonné. Bien que des contacts avec d'autres continents aient entraîné l'introduction de certaines mauvaises herbes comme le chiendent, il est indubitable que, tout bien considéré, l'Afrique de l'Ouest a largement bénéficié de l'importation de semences et de plantes. Les nouvelles cultures ont donné aux Africains les moyens d'améliorer la nutrition, de réduire le risque de famine et de faire vivre une population plus nombreuse⁹⁸ ».

L'idée selon laquelle les paysans shona étaient des victimes impuissantes des sécheresses et des famines est devenue obsolète. Le Dr Richard Mutetwa a montré que, par exemple, le peuple duma, au sud-est, « disposait de plusieurs méthodes pour prévoir les sécheresses⁹⁹ ». Il avait aussi plusieurs moyens de lutter contre la famine, notamment le troc de sel, de viande, de poisson, de défenses d'éléphant, de tapis, de pots, de paniers, de lances, de flèches ou de bijoux en échange de céréales, ou parfois la mendicité. En période de disette, les Shona se procuraient aussi des céréales par le système dit du *mukomondera*¹⁰⁰ qui leur permettait d'emprunter des céréales, étant entendu qu'ils les rembourseraient sans intérêt à la bonne saison suivante. Dans les situations difficiles, un homme mettait sa fille en gage. Il ne faut pas oublier que les autres secteurs de production, notamment la chasse, la pêche et la cueillette, n'avaient pas disparu après l'introduction des cultures

96. *Ibid.*

97. *Ibid.*

98. A. G. Hopkins, 1983, p. 31.

99. R. G. Mutetwa, 1979, p. 238-239.

100. *Ibid.*

nouvelles; ils étaient adaptés à la nouvelle économie agraire et ont donc largement permis de lutter contre la sécheresse et la famine.

Dans son étude, Mutetwa a également montré de manière convaincante que le stockage des vivres ne posait pas de problème sérieux puisque le produit des trois cultures essentielles des Shona, à savoir le mil, le mil perlé et le sorgho, pouvait parfaitement être conservé pendant plus de trois ou quatre ans¹⁰¹. En faisant observer que l'humidité augmentait dans les coffres à grain à la saison des pluies, ce qui faisait pourrir les céréales ou favorisait la pénétration des insectes foreurs, Beach n'a pas tenu suffisamment compte des précautions prises par les paysans shona pour préserver leurs céréales. En effet, leurs coffres étaient soigneusement plâtrés « à l'intérieur et hermétiquement scellés¹⁰² » pour empêcher toute entrée d'air. Ils étaient placés sur des rochers dénudés pour être hors d'atteinte des termites ou, s'il n'y en avait pas, sur des poteaux suffisamment hauts pour que la présence des termites soit détectée avant qu'ils n'aient le temps de faire des ravages. Il était peut-être risqué, comme Mutetwa l'a justement observé, « d'accorder trop d'importance aux années de sécheresse, aux dépens des années normales ou supérieures à la moyenne et ce, peut-on ajouter, sans tenir compte des dates et des lieux¹⁰³ ». Si l'on fait des parallèles avec ce qui se passait ailleurs en Afrique quant à l'efficacité de l'agriculture précoloniale, on est conduit à penser qu'il n'est guère justifié de parler de l'incapacité de l'agriculture shona à répondre aux besoins des paysans. Comme le soutient Walter Rodney, dans la plupart des sociétés africaines la culture des terres s'est intensifiée, en dépit des famines périodiques¹⁰⁴. Dans un autre contexte historique, Miracle a fait observer: « Nous avons beaucoup à apprendre des économies tribales d'Afrique tropicale, mais il est de plus en plus manifeste qu'il nous faut revoir un certain nombre de stéréotypes actuels à leur sujet¹⁰⁵. » Cette remarque sur l'agriculture paysanne précoloniale n'est nulle part plus valable que dans la région des Shona.

L'élevage

L'élevage, notamment de moutons, de chèvres et de bovins, était une composante importante de la production, tant dans l'Empire mutapa que dans l'Empire rozwi. Le poids économique des bovins dans les sociétés africaines a fortement attiré l'attention des historiens de l'économie. Ces animaux fournissaient de la viande, du lait et du fumier, que les agriculteurs utilisaient ou vendaient¹⁰⁶. La possession de bétail remplissait également une fonction sociale dans la mesure où elle conférait à l'homme un certain statut social. Plus son troupeau était important, plus il était

101. *Ibid.*, p. 236-237.

102. *Ibid.*

103. *Ibid.*

104. *Ibid.*, p. 240-241.

105. *Ibid.*, p. 241.

106. W. J. Barber, 1964, p. 47.

respecté « non pas pour son attachement aveugle à des valeurs données mais pour son aptitude à gérer une ressource d'importance¹⁰⁷ ». Dans une région exposée de temps à autre à de graves sécheresses, les bovins « avaient l'avantage de durer plus longtemps que les stocks de céréales¹⁰⁸ ». C'est peut-être la raison pour laquelle la valeur d'échange était exprimée en têtes de bétail dans les sociétés shona. Des documents portugais soulignent le rôle central des bovins dans l'économie des Empires mutapa et rozwi, leurs vastes troupeaux se rencontrant en particulier dans le haut veld où ils n'étaient pas menacés par la mouche tsé-tsé¹⁰⁹. Tout porte à croire que les dirigeants mutapa et *changamire* rozwi faisaient transhumérer le bétail. En général, la transhumance était fonction de trois facteurs¹¹⁰. D'abord comptait la taille du troupeau : plus il était grand, plus les propriétaires avaient besoin de terres. Les menaces qui pesaient sur le bétail, de l'époque de Grand Zimbabwe (XIII^e siècle-XV^e siècle) jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, poussaient les bergers à entreprendre un déplacement annuel entre le haut et le bas veld pendant la saison sèche pour rechercher les meilleurs pâturages¹¹¹. Ils conduisaient leurs troupeaux dans le haut veld au début de la saison des pluies, qui ramenait la maladie propagée par la mouche tsé-tsé ailleurs. Ensuite, la transhumance dépendait du degré de concentration des animaux en un même point. L'eau et le sel étaient rares, et les pâturages souvent pauvres et peu abondants dans le haut veld à la saison sèche. Il fallait une fois encore déplacer les troupeaux pour les mener dans le bas veld. En d'autres termes, la répartition naturelle des aliments de base déterminait les déplacements saisonniers du bétail. Enfin, la transhumance était sous-tendue par des objectifs commerciaux. En effet, les cultivateurs et les pasteurs avaient besoin de leurs produits respectifs et elle leur donnait l'occasion d'échanger des produits animaux contre des céréales. Conséquence de cette situation, des conflits entre pasteurs et cultivateurs éclataient parfois quand le bétail détruisait les cultures. Ce phénomène a entraîné à son tour un déplacement des lieux de transhumance ou de migration vers des zones entièrement nouvelles et c'est ainsi que les pasteurs sont devenus des colons.

Beach a soigneusement documenté la plupart de ces mouvements de population à partir de la fin du XVII^e siècle et les nouveaux établissements créés dans le nord, l'est et le sud du plateau shona¹¹². Toutefois, il a expliqué ces phénomènes par le facteur démographique. Il est possible que les pressions démographiques qu'il a mises en évidence aient été également liées à l'importance des troupeaux de bovins et à la pénurie de pâturages. Jeffy Guy a attiré notre attention sur une situation analogue au Zululand dans la

107. A. G. Hopkins, 1983, p. 42.

108. D. N. Beach, 1984, p. 42.

109. W. G. L. Randles, 1979, p. 51.

110. Pour la théorie générale de la transhumance, voir A. G. Hopkins, 1983, p. 41.

111. Pour la pratique de la transhumance au sud du Zambèze, voir P. S. Garlake, 1978.

112. D. N. Beach, 1980a, chap. 8; J. Guy, 1979.

dernière décennie du XVIII^e siècle et sur l'importance de l'écologie, du climat et de la végétation dans l'histoire¹¹³.

On pourrait dire que la pratique de la transhumance a permis aux Mutapa et aux Rozwi d'avoir de grands troupeaux. En fait, il y avait deux types de races bovines : la petite race élevée au nord-est et dans la région montagneuse du Nyanga, et la race plus grande, rencontrée dans le Nord-Ouest¹¹⁴. Toutefois, l'archéologie et les documents portugais ne nous renseignent guère sur la gestion du bétail et sa répartition entre le XVI^e siècle et la fin du XVIII^e siècle. Les sources portugaises font sans cesse état du fait que le sud du Zambèze était « riche en bovins et autres animaux » et que les Africains « faisaient cuire leur viande dans du lait et non dans de l'eau¹¹⁵ ». Dans ce dernier cas, il s'agit d'une exagération, mais elle souligne néanmoins l'abondance du bétail dans la région. Un certain nombre de ces têtes de bétail étaient échangées contre des étoffes ou d'autres articles exotiques. Ainsi, au XVI^e siècle, les Torwa de Khami exportaient habituellement des bovins dans la vallée du Zambèze¹¹⁶.

Plusieurs témoignages attestent du rôle central de l'élevage bovin dans l'économie rozwi entre le XVI^e et le XVIII^e siècle. Au début des années 1500, Diogo de Alcacova notait qu'un tribut de 4 000 vaches sans cornes avait été payé à un souverain mutapa par un monarque du Butwa dans le Sud-Ouest¹¹⁷. En 1569, le père Monclaro comparait la taille des bovins du Butwa à celle des grands bœufs de France¹¹⁸. Au XVI^e siècle, le père João dos Santos attribuait le faible volume de la production d'or au fait que les paysans africains avaient fort à faire pour s'occuper de leurs troupeaux « qui étaient en grand nombre sur ces terres¹¹⁹ ». En 1648, Antonio Gomes rapportait avec quelque exagération que les vaches du Butwa étaient si grandes qu'il fallait être debout pour les traire¹²⁰.

En plus des bovins, les paysans africains élevaient des chèvres, des moutons et des poulets, qu'ils consommaient ou échangeaient. Comme João dos Santos le constate dans l'Uteve en 1595 : « En guise de viande, ils consomment des poules, souvent innombrables. Les Cafres les élèvent pour les vendre aux Portugais et à Sofala, ils en donnent douze pour une étoffe de coton noir, qui vaut là-bas deux testons tout au plus ; et si l'acheteur se déplace jusque chez eux en remontant le fleuve, ils donnent seize ou dix-huit poules pour la même pièce d'étoffe, ce qui fait aux environs de onze pour chaque poule. Il y a aussi beaucoup de cochons domestiques élevés parmi les maisons, beaucoup de chèvres et de vaches, et une abondance de venaison, de cochons sauvages [...]»¹²¹.

113. D. N. Beach, 1980a, chap. 8.

114. W. G. L. Randles, 1979, p. 51.

115. A. Gomes, 1959, p. 189.

116. D. N. Beach, 1984, p. 42.

117. Diogo de Alcacova au Roi, Cochin, 20 novembre 1506, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. I, p. 64.

118. Père Monclaro, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. III, p. 237.

119. J. dos Santos, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. II, p. 274.

120. A. Gomes, 1959, p. 197.

121. J. dos Santos, *op. cit.*, p. 190.

L'exploitation des métaux : le fer et le cuivre

De grandes quantités de fer, de cuivre et de plomb ont été extraites dans les Empires mutapa et rozwi, bien que les textes disponibles donnent l'impression que les paysans africains ne s'intéressaient qu'à l'extraction de l'or. Or, c'est là le reflet des intérêts des commerçants portugais et arabes-swahili. Les paysans africains extrayaient du fer dont ils se servaient pour fabriquer des objets comme des houes, des sagaies et des haches¹²². Les Njanja de Wedza se firent une réputation de fabricants de houes¹²³ qu'ils vendaient jusque dans le Manyika, à Bocha, à Bubera et dans le pays de Ndaou. Ils exploitaient également le cuivre dont ils faisaient des bracelets que les hommes et les femmes portaient au bras et à la cheville. Des témoignages du XVIII^e siècle donnent à penser que le cuivre provenait de Duma, où il se trouvait en abondance. Ses habitants n'en produisaient certes pas de grandes quantités mais il est probable qu'ils exportaient le peu qu'ils extrayaient : un relevé géologique de 1952 a montré que les quatre cinquièmes de la production totale de cuivre du Zimbabwe en provenaient¹²⁴. Cependant, Urungwe, dans le Nord-Ouest, en produisait également des quantités considérables¹²⁵.

Le sel

L'industrie du sel occupait une place majeure dans l'économie shona entre 1500 et 1800, surtout dans les régions qui ne bénéficiaient pas d'une pluviosité suffisante pour avoir des activités agricoles et d'élevage, comme celle du cours moyen du Save où les ouvriers des salines échangeaient du sel contre des céréales¹²⁶. Cette région était également riche en argile, dont les habitants du lieu tirèrent parti pour se spécialiser dans la fabrication de poteries. Comme dans le cas du sel, ils échangeaient les pots contre des céréales, en particulier durant les années de famine.

Le tissu

La production de textiles était une autre activité économique importante pour les paysans shona au sud du Zambèze. La culture et le tissage du coton étaient florissants surtout sur la rive orientale du Zambèze¹²⁷, culture que l'on retrouvait aussi, en moins grande abondance, dans le nord-est du haut veld. Les Shona tissaient ce coton, ainsi que l'écorce du baobab. La région cotonnière du bas veld était complémentaire de celle du haut veld, où les bovins abondaient, ce qui a largement déterminé les courants d'échanges interrégionaux.

122. A. Gomes, 1959, p. 186-188.

123. J. M. Mackenzie, 1975.

124. H. H. K. Bhila, 1982, p. 40.

125. P. S. Garlake, 1983, p. 27.

126. H. H. K. Bhila, 1982, p. 39.

127. A. Gomes, 1959, p. 203 et 222.

L'or et l'argent

L'existence de gisements d'argent et leur exploitation, du XVI^e au XVIII^e siècle, ont suscité de multiples conjectures de la part des autorités portugaises, tant à Lisbonne qu'au sud du Zambèze, mais, tout au long de la période étudiée et même après, on n'a localisé aucune mine d'argent dans la région. En fait, l'argent était un sous-produit de l'exploitation des gisements d'or, abondants sur le haut veld, dans le Butwa au sud-ouest et à Manyika et dans l'Uteve à l'est.

Au XVI^e siècle, les Portugais ont fortement exagéré la quantité d'or présente dans la région du sud du Zambèze. En 1633, Gaspar Macedo apprit de paysans africains que personne, jusque-là, n'avait eu à creuser pour trouver de l'or dans l'État de Torwa, puisqu'il suffisait de le ramasser dans les cours d'eau et dans les criques et de l'échanger contre des étoffes à la *feira* de Masekesa, au Manyika. Le trésor du roi, lui dit-on, consistait en « lingots d'or pesant chacun sept ou huit *arratels*¹²⁸ ». On disait aussi que « tout le “Muca-ranga” n'était qu'une vaste mine d'or où il suffisait de creuser pour trouver le métal précieux¹²⁹ ». Malgré ces exagérations, il n'en reste pas moins que l'Empire mutapa renfermait tout de même d'importantes quantités d'or et que, quoi qu'ils en aient dit, les Portugais ont vu leurs espoirs dans ce domaine largement réalisés dès le début du XVI^e siècle et jusqu'à la seconde moitié du XVII^e siècle.

Les références historiques à l'exploitation minière des Shona donnent à penser qu'elle était saisonnière. Toutefois, dans le Royaume de Manyika, à l'est, l'extraction de l'or se faisait toute l'année, essentiellement parce que les rivières y étaient et y sont encore permanentes¹³⁰. Il est possible que les paysans aient prospecté l'or pour satisfaire la demande de l'aristocratie en produits ayant une valeur marchande ou pour leur propre profit¹³¹.

Les Shona limitaient l'exploitation minière aux mois d'août, de septembre et d'octobre afin de la faire coïncider avec le défrichage des sols¹³². L'agriculture était « la matrice de toutes les autres activités économiques indigènes » : un paysan pouvait combiner l'agriculture à d'autres entreprises économiques, comme le commerce ou l'exploitation aurifère, qui demeuraient des activités subsidiaires. Souvent, c'était la vente de produits agricoles excédentaires qui finançait d'autres projets. Une autre raison pour laquelle l'exploitation minière avait lieu pendant les mois secs de l'année tenait au fait que les mineurs pouvaient creuser des puits relativement profonds car c'était l'époque de la baisse de la nappe phréatique. De plus, il était alors facile de trouver les dépôts alluvionnaires de l'été précédent avant qu'ils ne soient emportés par les inondations de la saison suivante.

128. G. Macedo, 1890, p. 151.

129. A. Gomes, 1959, p. 186.

130. H. H. K. Bhila, 1982, p. 46.

131. P. Sinclair, 1977.

132. I. R. Phimister, 1976, p. 5.

Les opérations minières étaient calquées sur le modèle qui prédominait dans une grande partie de l'Afrique australe. Les outils de base utilisés pour briser et extraire le minerai étaient la masse et le picot en fer¹³³. Ce dernier permettait d'agrandir les fissures et les crevasses; on l'utilisait aussi comme un coin pour faire éclater la roche. Les mineurs se servaient également d'une sorte de levier constitué d'un morceau de fer inséré dans un lourd gourdin, probablement serti comme celui d'une houe et utilisé comme un pic¹³⁴. Ils utilisaient aussi des pelles pour rassembler, sans risquer d'en perdre un morceau de valeur, tous les éclats de la roche brisée. C'est le feu qu'on employait pour exploiter l'or filonien, comme on peut le déduire des grandes quantités de charbon de bois trouvées par Roger Summers dans nombre d'anciennes mines¹³⁵. Dans l'une d'entre elles, il a découvert aussi des sortes de cuves qui en contenaient, placées verticalement devant la veine. C'étaient, selon lui, des sortes d'âtres servant à concentrer la chaleur contre la paroi de pierre. En faisant rapidement refroidir la roche chauffée, les Shona réussissaient à la faire éclater. Ils réglaient le débit de l'eau froide qu'ils versaient à l'aide d'un vase en argile spécialement conçu pour obtenir un éclatement maximal. Les mineurs employaient ensuite un récipient en bois pour ramener le minerai à la surface, où ils se servaient de hachettes pour en détacher les morceaux de quartz aurifère qui étaient alors empilés sur un bûcher et brûlés. Ensuite, le quartz calciné était broyé et l'or séparé par lavage.

Dans le cas de l'or alluvionnaire, le processus d'extraction était organisé autour du village¹³⁶. Pendant la saison minière, des groupes de 400 mineurs ou plus se rassemblaient avec femmes et enfants en un lieu choisi sous la conduite de leurs chefs de village respectifs. Le lavage des alluvions se faisait dans des cuvettes en bois et l'or qui en était extrait était stocké dans des tiges de roseau ou de bois évidées, prêtes pour l'échange. Les paysans préféraient l'orpaillage à l'extraction de l'or filonien car le travail se faisait à faible profondeur et il était facile d'atteindre les couches riches en or; le lavage de l'or ne coûtait pas cher puisque le mineur n'avait pas besoin de pioche pour fendre la roche et n'avait pas non plus à acheter ou à chercher de bois pour les bûchers. En outre, l'orpaillage ne nécessitait ni broyage ni brûlage des roches, pas plus qu'il n'exposait les mineurs aux dangers des tunnels creusés dans des sols mous qui s'effondraient régulièrement.

Les empereurs mutapa et rozwi exerçaient un contrôle strict de la production d'or sur leurs territoires respectifs¹³⁷. On estime que près de la moitié de l'or extrait dans l'Empire mutapa était directement confisquée par l'élite au pouvoir. Quiconque en découvrait par hasard un gisement était tenu de le recouvrir immédiatement et de le signaler au chef local. À ce propos, Antonio Gomes écrit en 1648: «Quoi que leur promesse un Portugais, ils ne révèle-

133. *Ibid.*

134. *Ibid.*

135. *Ibid.*

136. M. Barreto, 1899, p. 491.

137. A. Gomes, 1959, p. 186; G. Macedo, 1890, p. 148-149; J. dos Santos, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. II, p. 280-281.

ront jamais l'emplacement du gisement et bien qu'ils [les Portugais] soient souvent revenus à la charge, pas un n'a réussi à ce jour à obtenir la moindre indication¹³⁸. » Tout manquement à cette règle était puni de mort¹³⁹. Les souverains mutapa et rozwi ne voulaient pas que les Portugais faisant négoce avec leurs empires connaissent l'emplacement des mines d'or car cela aurait pu leur donner des velléités de conquête. De plus, le contrôle des mines leur permettait d'imposer, pour leurs sujets, de meilleurs termes de l'échange.

Le déclin de la production d'or au XVII^e siècle

Les dangers inhérents à l'exploitation aurifère expliquent non seulement la faiblesse de la production mais aussi son déclin au XVII^e siècle¹⁴⁰. Parfois, l'eau inondait les puits et noyait les mineurs. En outre, au XVII^e siècle, les mineurs shona avaient déjà atteint la nappe phréatique et ils n'auraient pu creuser plus profondément qu'avec l'aide d'une technique nouvelle qui leur aurait permis de pomper à la fois l'eau et la boue¹⁴¹. La troisième raison de ce déclin tient au fait que le prix fixé par les commerçants portugais pour l'or n'était pas suffisamment élevé pour inciter les paysans à risquer leur vie.

L'impact de la guerre sur la production d'or est un aspect qui n'a pas été examiné en détail. La première moitié du XVII^e siècle marque le point culminant des agressions portugaises contre l'Empire mutapa. L'ingérence des Portugais dans les affaires internes des Shona engendra des conflits entre les dirigeants mutapa eux-mêmes, ainsi qu'entre eux et leurs vassaux. Ces guerres provoquèrent des migrations temporaires ou définitives et des famines dues au bouleversement de la production agricole, même dans les régions aux ressources nombreuses et favorisées par le climat. En 1683, par exemple, l'anarchie régnait dans le Makaranga, où le pays était « dépeuplé [...] et, par conséquent, dépourvu de mines¹⁴² », de sorte que « les Portugais vivent de ce qu'ils peuvent gratter sur les bords des rivières ou de l'or qui affleure à la surface de la terre¹⁴³ ». Dans la seconde moitié du XVII^e siècle, éclatèrent des guerres encore plus dévastatrices, dites des Changamire, qui aboutirent à une nouvelle répartition de la population au sein de plusieurs États.

On peut donc dire que c'est la guerre qui a perturbé la production d'or dans le Shonaland durant le XVII^e siècle, au même titre qu'une catastrophe naturelle bouleverse l'agriculture en réduisant la superficie des terres disponibles. Jusqu'à présent, les historiens ont négligé cet aspect, privilégiant « les contraintes fondamentales imposées par un milieu géologique hostile et capricieux qui restreignait considérablement les possibilités d'exploitation par les Shona¹⁴⁴ ».

138. A. Gomes, 1959, p. 185.

139. *Ibid.*

140. J. dos Santos, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. II, p. 219.

141. I. R. Phimister, 1976, p. 22-23.

142. Anonyme, 1683, *Descrição dos rios de Cuama*, bibliothèque d'Ajuda, Lisbonne, 51-VII-43 et 51-VII-44.

143. *Ibid.*

144. I. R. Phimister, 1976, p. 22-23.

En outre, par les méthodes qu'ils adoptèrent, les commerçants portugais se coupèrent des paysans qui assuraient l'essentiel de la production d'or. Les chefs africains protestaient contre le fait que les Portugais insistaient pour que les paysans et leurs chefs ne fassent commerce de leurs produits qu'avec eux. D'après le capitaine Francisco Figuera de Almeida, de Sena, les relations commencèrent à se dégrader lorsque les Portugais modifièrent leurs méthodes commerciales. Au début du XVI^e siècle, les paysans africains avaient pour habitude d'apporter directement leurs produits aux *feiras* portugaises de l'intérieur. Mais dans le courant du siècle, les Portugais dépêchèrent des intermédiaires dans l'intérieur des terres, qui portaient la marchandise « en petits ballots enveloppés dans des nattes tressées de palmier sauvage, correspondant à la charge qu'un homme peut porter sur son dos » jusqu'aux portes des paysans¹⁴⁵. De Almeida a également rapporté qu'un commerçant portugais voyageait habituellement avec 300 à 500 paysans de l'endroit qui, dit-il, « volent tout ce qu'ils trouvent, de sorte que les villageois partent ailleurs pour ne pas subir une telle humiliation¹⁴⁶ ». Les Portugais firent également l'erreur de vendre à crédit des marchandises aux paysans africains qui, souvent, n'honoraient pas leurs dettes, ce qui obligeait le commerçant portugais à envoyer entre 20 et 30 des paysans à son service pour recouvrer la créance. Si le débiteur ne s'acquittait pas de sa dette, il devenait l'esclave « des commerçants et avec la même aisance, il allait avec sa femme et ses enfants et commençait à faire comme les autres¹⁴⁷ ». Un négociant portugais pouvait ainsi se retrouver avec plusieurs centaines d'intermédiaires asservis. Comme un chef africain l'a souligné : « Les Portugais faisaient énormément de tort et s'ils voulaient vendre du tissu aux Africains, ils auraient dû le leur apporter et ils l'auraient eux-mêmes vendu à ceux qui avaient les moyens de l'acheter; autrement, certains s'enfuient, d'autres sont pris par les Portugais et ainsi, les villages se dépeuplent¹⁴⁸. »

Au milieu du XVII^e siècle, le roi d'Uteve ordonna à ses sujets de ne plus extraire d'or, mais de « travailler la terre et de faire pousser des produits alimentaires pour s'enrichir et avoir davantage de paix et de tranquillité¹⁴⁹ ». Des considérations d'ordre social ont donc probablement joué un rôle plus important que le climat ou les facteurs géologiques dans le déclin de la production d'or au cours du XVII^e siècle.

Le commerce

Les documents commerciaux apportent aussi un témoignage historique de la diversité des économies paysannes shona. Bien que l'objectif principal des paysans ait été de produire des biens d'usage plutôt que des biens

145. A. Gomes, 1959, p. 192.

146. *Ibid.*

147. *Ibid.*

148. *Ibid.*

149. *Ibid.*, p. 193.

d'échange, cette production de base entraînait inévitablement des échanges entre les paysans eux-mêmes et entre ceux-ci et les artisans, ce qui favorisa l'apparition d'un commerce régional. L'exposé qui va suivre montre les grands réseaux qui se sont tissés à ce niveau.

Les négociants swahili avaient établi plusieurs bazars dans l'Empire mutapa. Il est difficile de dire exactement à quel moment ils l'ont fait, mais un aventurier portugais en a trouvé en 1514-1515 lorsqu'il voyageait dans l'intérieur des terres à partir de Sofala¹⁵⁰. Nous pouvons donc supposer, sans grand risque d'erreur, que les premiers bazars à Sofala et dans ses environs immédiats ont été fondés au cours du X^e siècle lorsque les commerçants arabes-swahili, qui avaient besoin des vivres que leur vendaient les paysans africains, ont commencé à commercer avec eux dans l'Empire mutapa¹⁵¹. Les bazars se tenaient le lundi¹⁵², les paysans africains y échangeaient leurs produits agricoles et leur poussière d'or contre des perles, des étoffes et d'autres articles exotiques. On sait peu de choses sur le volume et l'organisation de ce commerce, mais on peut raisonnablement penser que la demande de nourriture des Arabes-Swahili doit avoir incité les paysans à augmenter leur production de céréales, d'animaux d'élevage, petits ou gros, et de légumes divers. La demande de denrées alimentaires a sûrement crû lorsque les Portugais ont construit à Sofala, en 1506, une forteresse qui s'est transformée en entrepôt où les commerçants portugais et les paysans africains venaient échanger leurs produits.

L'édification de cette forteresse doit être replacée dans le contexte des activités commerciales portugaises à partir de 1498, date à laquelle Vasco de Gama a fait son fameux voyage en Inde. C'est à cette époque que les Portugais ont eu vent de la présence de mines d'or à Sofala et dans l'arrière-pays et que le roi Emmanuel a donc ordonné la construction d'une factorerie à Sofala. Le principal objectif du Portugal à ce moment-là était d'occuper tous les points stratégiques le long de l'océan Indien. Les forteresses de Sofala et de Kilwa furent érigées en 1506 pour protéger le commerce de l'or, tandis que trois autres, à Quilon, à Angediva et sur la mer Rouge, étaient construites pour contrôler le négoce du poivre. Sofala fut ainsi intégrée au réseau commercial portugais et les conditions étaient réunies pour que s'intensifient encore les échanges entre négociants africains et portugais. Comme nous l'avons dit, à leur arrivée à Sofala en 1506, les Portugais trouvèrent les commerçants arabes-swahili déjà bien établis d'où, entre les deux groupes, une certaine rivalité émaillée de plusieurs affrontements militaires¹⁵³. Mais les Portugais l'emportèrent et les Arabes-Swahili s'enfuirent vers le nord, en direction de divers points stratégiques sur le Zambèze à partir desquels ils continuèrent

150. H. Tracey et A. Fernandes, 1940, p. 20-30; voir aussi le récit de Gaspar Velosco dans *Documentos sobre os Portuguezes em Moçambique e na Africa central, 1497-1840*, vol. III, p. 181-189; H. Quiring, 1949; W. A. Godlouton, 1945.

151. *Archaeologia e contecimento de passado*, 1980, p. 4-6.

152. Notes prises par Gaspar Velosco, clerc de la factorerie de Mozambique et adressées au roi (1572), *op. cit.*, p. 183.

153. Pour les détails de cette rivalité, voir A. Lobato, 1954a.

de saper les activités marchandes portugaises le long de la route commerciale du Zambèze ainsi que sur les itinéraires menant vers l'intérieur des terres. Les Portugais réagirent promptement en les chassant de la plupart de ces lieux et en faisant, en 1531, de Sena et de Tete leurs principaux centres commerciaux. C'est ainsi que les activités marchandes portugaises se déplacèrent vers le nord, ce qui a contribué à réduire l'importance commerciale de la région de Sofala¹⁵⁴.

La défaite des Swahili en 1512 et l'occupation de Sena et de Tete peu après 1530 — qui donna aux Portugais le monopole de l'approvisionnement des marchandises — mirent fin aux activités commerciales indépendantes des Arabes-Swahili. Mais comme les Portugais n'avaient ni les compétences ni la main-d'œuvre nécessaires et comme les Arabes-Swahili étaient désireux de continuer leur négoce dans la région, il se noua entre eux une alliance commerciale naturelle, bien que difficile. Tout au long du siècle suivant, les Arabes-Swahili furent les principaux agents du commerce portugais dans l'intérieur des terres. Les *vashambadzi* (négociants) africains avaient déjà fait office d'intermédiaires pour les Arabes-Swahili bien avant l'arrivée des Portugais et leur rôle fut officialisé dans le cadre de cette alliance. Les Arabes-Swahili continuèrent de faire du commerce, quoique dans la clandestinité, à l'intérieur du Torwa jusqu'à la fin du XVII^e siècle. Au début du XVIII^e siècle, ils avaient perdu une grande partie de leur culture islamique et adopté la culture lemba et venda¹⁵⁵.

Avec la défaite des Arabes-Swahili, les Portugais n'avaient plus de concurrents majeurs le long de la route commerciale du Zambèze et à l'intérieur du pays. La Couronne portugaise s'était d'abord fixé comme objectif de monopoliser la totalité des échanges à Sofala et à l'intérieur des terres. Mais elle ne put y parvenir car la cupidité conduisit des commerçants à conclure des accords indépendants avec les chefs africains. Ainsi que nous l'avons déjà noté, en 1541, il y avait tellement de négociants portugais à l'intérieur des terres qu'il fallut formaliser et réglementer leurs activités au sein de l'Empire mutapa.

Comme avec les commerçants arabes-swahili, les paysans africains échangeaient avec les Portugais leurs produits contre toute une série d'articles exotiques. Les fouilles archéologiques réalisées par Peter Garlake sur les sites des *feiras* de Luanze, de Dambarare et de Rimuka indiquent que les perles de fantaisie étaient l'article le plus recherché au début du XVI^e siècle¹⁵⁶. Les perles noires, jaunes, vertes et bleues, les plus courantes, étaient plus ou moins appréciées selon les régions mais celles qui avaient le plus de succès dans tous les royaumes étaient les rouges et les noires, connues sous le nom de perles de Cambay. À leur arrivée dans la région, les Portugais tentèrent en vain de contrôler le marché de ces perles, dont la

154. *Documentos sobre os Portuguezes em Moçambique e na Africa central, 1497-1840*, vol. III, p. 237-248; A. Lobato, 1954a, p. 19 et 103.

155. D. N. Beach, 1984, p. 32.

156. P. S. Garlake, 1954.

cote était déterminée par un ensemble de croyances se retrouvant chez les Shona¹⁵⁷. Ces derniers croyaient en effet que les Portugais les cueillaient sur les arbres. Les perles noires, pensaient-ils, devaient leur couleur au fait qu'on les avait laissées sur l'arbre assez longtemps pour qu'elles virent au noir en se pétrifiant. Les perles vertes avaient été cueillies avant de parvenir à maturité, tandis que les jaunes avaient été cueillies mûres, avant que le soleil ne les brûle et ne les noircisse. Il y avait aussi diverses sortes de perles d'importation, notamment les perles «de corail, de cristal, d'étain, de jais, d'ambre et de verre bleu de Venise¹⁵⁸» mais elles avaient peu de succès. En revanche, une variété de perles de fabrication locale, connues sous le nom de *caracoës* (petites perles de pierre), exemptes en outre du monopole royal sur le commerce des perles, inonda le marché entre 1516 et 1518. On a estimé qu'elles étaient sept fois plus populaires que les perles importées d'Europe. Le tissu tenait également une place importante dans les échanges commerciaux, en particulier les étoffes colorées que l'on mesurait en coudées.

En échange de ces articles, les Shona apportaient chaque jour au marché de la forteresse du sorgho, du maïs, du niévé, du *voandzou*, des paniers, des nattes, des pots, des poulets, des œufs, du miel, du gibier, à poil ou à plume, attrapé au piège, et toute une gamme de légumes et de fruits sauvages. Ce type de commerce avait également lieu dans les *feiras* et s'est probablement poursuivi après leur disparition, à la fin du XVII^e siècle. On peut penser qu'il existait, comme sur les marchés d'Afrique de l'Ouest¹⁵⁹, une certaine ségrégation entre les marchands selon les produits qu'ils vendaient et selon aussi le sexe du vendeur; autrement dit, femmes et hommes proposaient sans doute des articles différents. La plupart des forgerons et autres artisans, de même que les mineurs, échangeaient leurs produits soit entre eux, soit avec les marchands portugais. Quant aux paysans, ils avaient un marché tout trouvé pour leurs bœufs, chèvres, moutons ou porcs. La forteresse de Sofala et les *feiras* de l'intérieur s'implantèrent profondément dans la société shona et devinrent un élément essentiel de la vie économique et sociale.

Les *feiras* du pays Shona

Entre 1575 et 1684, on assista à une modification du commerce entre paysans africains et négociants portugais. Ces derniers consolidèrent leur victoire militaire et commerciale sur les Arabes-Swahili en modifiant le système des bazars pour les transformer en *feiras*. Les terrains sur lesquels elles avaient lieu étaient concédés par les chefs africains locaux. Avec le temps, les *feiras* devinrent les plaques tournantes du commerce entre Africains et Portugais. Il s'agissait de vastes enceintes entourées de murets faits de courtes palis-

157. A. Gomes, 1959, p. 196.

158. P. S. Garlake, 1954, p. 43.

159. E. P. Skinner, 1964, p. 86.

sades de rondins, avec quelques huttes de pisé à proximité des zones d'exploitation aurifère¹⁶⁰. Chaque *feira* avait sa forteresse, sa garnison de 10 à 15 soldats, théoriquement son église avec un prêtre, et son *capitão-mor*. Certaines *feiras* étaient administrées par l'État des Rivières de Sena, d'autres étaient propriété privée. Les *capitães-mores*, dont le rôle et la position dans le commerce portugais dans les Rivières de Sena ont été clairement définis au cours du XVIII^e siècle, présentaient une certaine ressemblance avec les gardes des *feiras* médiévales portugaises. Leur statut au Manyika, au Butwa et dans le pays Karanga était comparable à celui du *capitão-mor dos Banianes* sur l'île de Mozambique et à celui d'autres représentants analogues de marchands parfois organisés en guildes. Leur *soldo* (rémunération) était considéré comme subsidiaire et les administrateurs portugais avaient pour politique de ne nommer à ces postes que des personnes aisées, originaires de la colonie portugaise de Sena. Sur l'île de Mozambique, le *capitão-mor dos Banianes* était généralement le plus fortuné des marchands indiens de Diu. Il en allait de même pour le *capitão-mor dos muros*, moins connu, de Mozambique, qui était souvent un riche armateur.

Les *capitães-mores* étaient chargés de la taxation, du contrôle des prix et de l'arbitrage entre commerçants portugais et africains. Ils avaient aussi pour mission d'octroyer les licences, de protéger les caravanes, de recruter des soldats et de faire respecter les lois en matière de poids et de mesures¹⁶¹. Leurs fonctions et leurs pouvoirs pouvaient varier considérablement en fonction des chefs africains auxquels ils avaient affaire. La *feira* a été institutionnalisée et réglemantée par une série d'instructions adressées en 1531 par la Couronne portugaise à Vincente Regado, *capitão-mor* de Sofala et de Mozambique¹⁶², et qui traitaient de la circulation des marchandises, des droits indirects et des dîmes, de l'ouverture des magasins et de l'octroi de licences autorisant la vente de marchandises, et des modalités des procédures judiciaires.

Les principales *feiras*

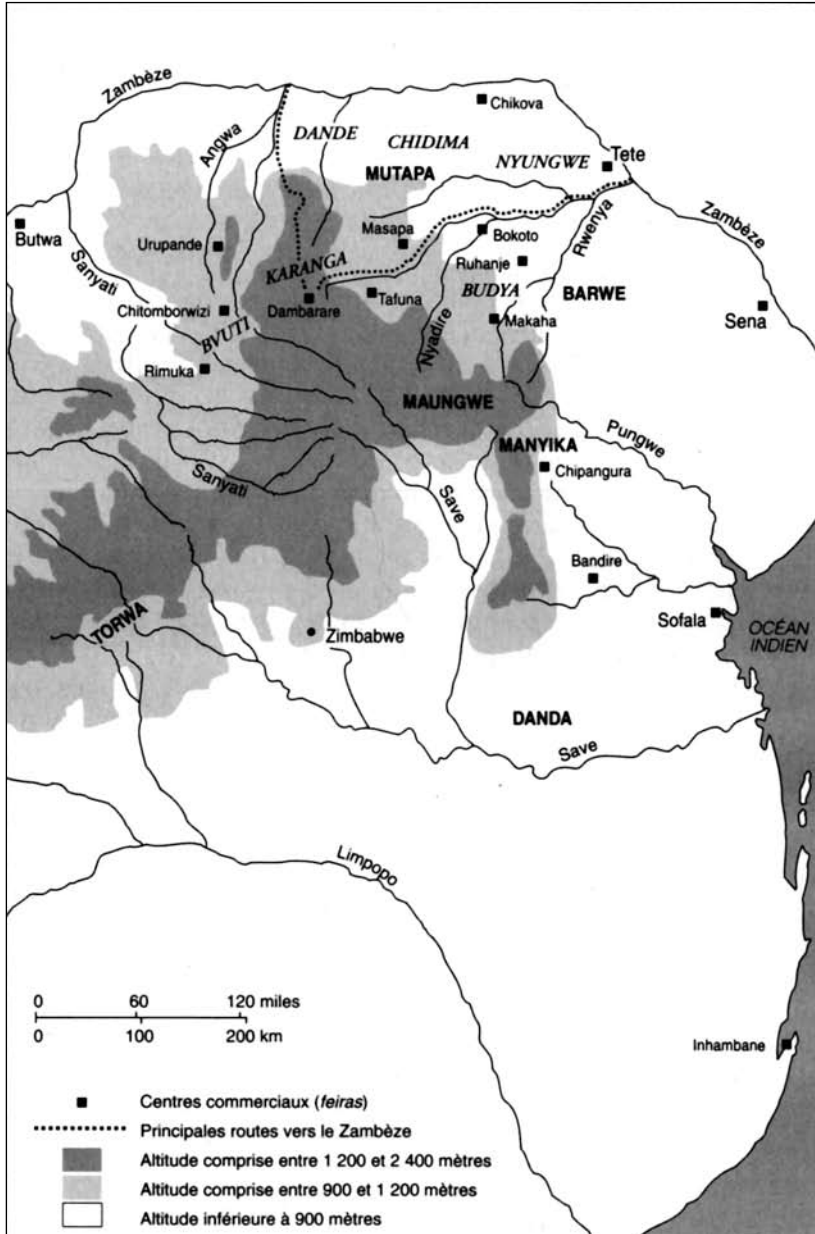
La *feira* de Dambarare avait la réputation d'être la meilleure de toutes les *feiras* des Rivières de Sena. La plupart des riches et puissants marchands de Sena s'y retrouvaient et, de là, s'en allaient séparément vers d'autres lieux comme Chitomborwizi, Rimuka, Luanze et Matafuna. Dambarare était un centre administratif qui ne le cédait en importance qu'à celui du quartier général du capitaine des portes, à Masapa. La *feira* de Dambarare se trouvait à trois jours de voyage de celle d'Angwa, où il y avait beaucoup d'or mais peu d'habitants car on y était loin de Sena comme de Tete¹⁶³.

160. P. S. Garlake, 1954, p. 49.

161. M. D. D. Newitt, 1973, p. 43.

162. J. J. T. Botelho, 1936, p. 146.

163. Pour une discussion sur les diverses *feiras*, voir «Extracts from the decade written by Antonio Bocarro of the performances of the Portuguese in the East», dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. III, p. 354; «Brief account on the rivers of Cuama», par le père Philippe de Tssumao, bibliothèque d'Ajuda, Lisbonne, 51-VII-40.



22.10. Les principales *feiras* aux XVI^e et XVII^e siècles.

[Source: d'après la carte n° 3 de H. H. K. Bhila, 1982. Adapté avec l'aimable autorisation de Longman Group UK Ltd.]

On retrouvait une situation comparable dans l'Uteve, où les Portugais tenaient une foire annuelle à Bandire pour y acheter des articles provenant de l'intérieur¹⁶⁴. Cette *feira* fonctionna à partir du XVI^e siècle jusqu'au moment où les autorités teve y mirent fin au début du XVIII^e siècle. Les Portugais protestèrent, alléguant que le droit de tenir la *feira* de Bandire leur avait été accordé par le *monomotapa* en 1580. En théorie peut-être mais, à cette date-là, les Mutapa avaient pour ainsi dire perdu toute autorité sur leurs fiefs, y compris sur celui d'Uteve. La *feira* annuelle, comme devait le montrer la suite de son histoire, était soutenue et contrôlée par les rois teve. Les méthodes qu'ils employaient pour contrôler le commerce portugais étaient légèrement différentes de celles des autres sociétés shona. Au Manyika, par exemple, la *feira* était inspectée à la fois par les rois eux-mêmes, qui rendaient parfois visite au *capitão-mor* avec leurs conseillers, et par le prince ou la princesse de la région où elle se tenait. Mais en Uteve, elle était gérée en grande partie par un *inyamasango* (chef de village) sous la juridiction duquel était placée l'administration de Bandire¹⁶⁵. Il était tenu de payer au *sachiteve* un tribut annuel comportant une tunique turque, une pièce d'étoffe, une barrette, du linge, une *rola* (tourterelle) et une certaine quantité de mousseline du Bengale. Tous ces articles étaient, semble-t-il, censés être de couleur jaune afin de symboliser l'abondance d'or à Bandire, abondance attestée par Renato Baptista qui prospecta la région en 1890. Les Portugais ne semblent pas avoir créé de *feiras* au nord du Zambèze avant le début du XVIII^e siècle, époque à laquelle furent établies celles de Zumbo et de Michonga¹⁶⁶. Deux raisons pourraient en expliquer l'implantation tardive: la découverte de *bares* au nord du Zambèze au cours du XVIII^e siècle et la nécessité, pour les Portugais, d'ouvrir d'autres territoires à leur commerce après leur expulsion du pays Shona par l'empereur rozwi, Changamire Dombo, entre 1693 et 1695.

Après avoir été chassés de leurs *feiras* par Changamire, les Portugais furent contraints de revenir à leurs méthodes commerciales du XVI^e siècle. Quand ils abandonnèrent leurs *feiras* de Makaranga, ils en ouvrirent une autre à Zumbo, entre 1710 et 1788, au confluent du Luangwa et du Zambèze, et en vinrent à dépendre des *vashambadzi* pour leurs relations commerciales avec l'Empire rozwi¹⁶⁷. Ils réussirent cependant à relancer la *feira* de Masekesa, au Manyika, en 1719, mais ne purent en faire revivre aucune en Uteve. Le système qui consistait à confier à un officier la charge de coordonner les relations des Portugais et des chefs africains n'était plus possible avec les empereurs mutapa car il n'y avait plus vraiment d'autorité politique centrale

164. J. dos Santos, dans G. M. Theal, 1899-1903, vol. II, p. 380-381.

165. R. Baptista, 1892, p. 14.

166. A. Lobato, 1954b, p. 43 et suiv.; H. Capello et R. Ivens, 1886, vol. II, p. 306.

167. Le terme Zumbo désigne les trois établissements successivement créés puis abandonnés par les Portugais au confluent du Luangwa et du Zambèze au cours du XVIII^e siècle. Le premier fut probablement fondé en 1710 sur l'île de Chitacativa sur le Zambèze; le deuxième, fondé en 1715, était à l'angle mozambicain du confluent entre le Zambèze et le Luangwa; le troisième, connu sous le nom de Mucariva, maintenant marqué sur les cartes zambiennes sous le simple nom de Feira, fut fondé en octobre 1788. Pour une étude complète, voir S. I. Mudenge, 1977.

chez les chefs africains. Il est donc nécessaire de passer brièvement en revue les relations que les Portugais ont entretenues, au cours du XVIII^e siècle, avec certains dirigeants africains importants.

À l'est, le roi d'Uteve ne permettait pas aux Portugais d'exploiter l'or des *bares* de son royaume. Ses sujets avaient toutefois l'autorisation d'acheter des étoffes et des perles aux colons portugais à Sena. Même dans le cadre de ce commerce, les négociants portugais accusaient le roi et ses princes de causer « un tort considérable », de « voler » et d'abîmer la marchandise portugaise, et ils dépensaient une grande partie des profits qu'ils en tiraient pour assurer leur sécurité. La politique teve au cours du XVIII^e siècle était nettement antiportugaise¹⁶⁸. Dans le Royaume de Manyika, les commerçants portugais avaient reçu le droit de circuler librement sur tout le territoire mais leurs activités marchandes étaient strictement réglementées par les dirigeants Manyika, auxquels ils versaient régulièrement un tribut, tout comme le *capitão-mor*.

De même, pour protéger la *feira* de Zumbo et la route commerciale menant à Butwa, les commerçants portugais versaient régulièrement un tribut à Changamire. Cela représentait de grosses sommes et ce dernier avait coutume d'envoyer ses émissaires à la *feira* de Zumbo pour réclamer des cadeaux, généralement d'une valeur de six *pastas*, qui venaient s'ajouter au tribut habituel¹⁶⁹. L'incident survenu en 1757, lorsque le prince Chirimba de Dande saisit des marchandises destinées à Butwa, illustre les dangers de la route commerciale entre Zumbo et Butwa *via* Dande. À partir de ce moment-là, et sept années durant, Changamire, ses soldats et les producteurs d'or de Butwa l'attaquèrent sans cesse, au point de ruiner le commerce jusque-là prospère de Butwa. Le célèbre raid mené par Changamire en 1756-1757, au cours duquel il confisqua des biens pour une valeur de 1 000 *pastas* (800 000 cruzados), en est un parfait exemple¹⁷⁰. Le commerce de Zumbo fut aussi compromis par les guerres civiles et la famine des années 1760. En dépit des raids contre les Portugais, cependant, les Changamire tenaient à maintenir des relations commerciales avec eux. Les chefs rozwi envoyèrent des forces expéditionnaires à trois reprises, en 1743, 1772 et 1781, pour protéger la *feira* de Zumbo des attaques des chefs africains du voisinage. Outre les perles, les chefs rozwi s'intéressaient tout particulièrement aux parapluies, aux coquillages, aux rosaires en faux corail, à la porcelaine, aux cloches en laiton, aux ciseaux et à l'*aguadente*, sorte d'eau-de-vie¹⁷¹. La nature des relations entre les Mutapa et les Portugais semble avoir peu évolué au cours du XVIII^e siècle. Les Portugais avaient toujours une garnison composée de vingt soldats, d'un *capitão-mor*, d'un lieutenant, d'un capitaine général et d'un frère dominicain dans l'enceinte du palais royal de Mutapa. Il semblerait aussi que « l'ancienne coutume qui consistait à baptiser les chefs mutapa ait été maintenue, même si ces

168. X. Caetano, dans A. A. Andrade, 1955, p. 155.

169. H. H. K. Bhila, 1982, p. 119.

170. *Ibid.*, p. 119-120.

171. *Ibid.*

chefs n'ont absolument rien de chrétien puisqu'ils ont en général plus d'un millier de concubines¹⁷² ». Voici une autre habitude du XVI^e siècle qui a survécu jusqu'au XVIII^e siècle: « Tous les trois ans, ce roi envoie un émissaire au général de Sena qui le rencontre à Tete, toujours dans la première année de son mandat, et les deux hommes discutent de la poursuite de la vieille alliance d'État avec le roi et de quelques autres affaires concernant les commerçants de Zumbo qui doivent obligatoirement traverser son territoire; si toute autre question se pose en dehors de cette visite triennale, de nouveaux émissaires sont envoyés par l'une ou l'autre partie¹⁷³. »

En dépit de ces arrangements, le volume du commerce entre les Portugais et les dirigeants mutapa continua de diminuer au XVIII^e siècle. Ce déclin a été expliqué par trois évolutions survenues au sud du Zambèze durant ce siècle. Premièrement, il y eut la ruée vers l'or au nord du Zambèze, au cours de laquelle des aventuriers portugais découvrirent des *bares* et commencèrent à prospecter l'or pour leur propre compte. Deuxièmement, la production d'or cessa presque complètement au XVIII^e siècle. Troisièmement, les commerçants tant africains que portugais se mirent à chasser l'éléphant pour son ivoire sur l'une ou l'autre rive du Zambèze.

Le commerce de l'ivoire jouait un rôle important dans l'Empire mutapa. Un récit portugais du XVI^e siècle nous dit que les éléphants « vont par hordes entières, quasiment comme des troupeaux de vaches » et que « chaque année, il en meurt 4 000 ou 5 000, ce que confirment les importantes quantités d'ivoire envoyées de là en Inde¹⁷⁴ ». La chasse à l'éléphant avait l'avantage d'être moins susceptible que l'or d'être surveillée par les chefs africains puisqu'elle se pratiquait habituellement dans des régions reculées. Toutefois, on sait peu de choses de son organisation et certaines indications portent à croire qu'au XVIII^e siècle, elle s'est surtout déroulée à Buhera et à Rimuka¹⁷⁵.

Conclusion

La pénétration des Portugais au sud du Zambèze entraîna une érosion du pouvoir de la classe dirigeante autochtone et facilita certaines formes directes d'exploitation des paysans par le capitalisme marchand portugais puis, plus tard, par le capitalisme industriel britannique. La convergence des réseaux commerciaux régionaux avec ceux du commerce lointain donna naissance à une classe marchande africaine, les *vashambadzi*. Avec l'arrivée des commerçants arabes-swahili au X^e siècle et des Portugais au début du XVI^e siècle, des Africains furent recrutés pour servir d'intermédiaires entre les négociants étrangers et les producteurs agricoles africains.

172. Anonyme, 1683, *Descripção dos rios de Cuama*, bibliothèque d'Ajuda, Lisbonne, 51-VII-43.

173. *Ibid.*

174. G. M. Theal, 1899-1903, vol. VI, p. 266.

175. D. N. Beach, 1984, p. 35.

Les marchands portugais s'intéressaient essentiellement au commerce de l'or et de l'ivoire, ce qui explique que les principaux produits négociés à l'échelon régional comme le fer, le sel et le cuivre aient été relégués au second plan. Dès 1530, les marchands portugais avaient déjà pénétré à l'intérieur de l'Empire mutapa et il y eut convergence entre le négoce du sel, du cuivre et du fer et celui de l'or et de l'ivoire. Les deux flux commerciaux se stimulaient mutuellement, d'où l'apparition d'une classe marchande africaine. Pour que le commerce lointain prospérât, il fallait de l'or, de l'ivoire et des porteurs, des denrées alimentaires pour nourrir ces porteurs, des houes pour cultiver les champs et du fer pour fabriquer les houes. Les *vashambadzi* transportaient non seulement de l'ivoire et de l'or, mais aussi du sel et des houes en fer qu'ils échangeaient en chemin contre de la nourriture. Les cultivateurs africains qui vivaient à proximité des routes commerciales ont peu à peu évolué, à mesure qu'ils se sont mis à produire davantage pour vendre aux commerçants et à leurs porteurs leurs excédents agricoles. Inutile de dire que les paysans, dont la plupart ignoraient la valeur internationale des produits de base qu'ils vendaient, furent impitoyablement exploités par les marchands portugais.